

AVRIL 2012

N°31
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



LA REVUE **TOUT!**
est à nous ●

DOSSIER

VOTONS POUTOU

SOMMAIRE

Olivier Besancenot Editorial **VOTONS POUTOU!**

P3

ACTU

Malik Miah Qui parle **pour les 99%?**

P5

Dominique Angelini Entretien avec Raphaël Granvaud **Areva une catastrophe en Afrique**

P8

Alain Jacques Entretien avec François Desriaux **Interroger le travail**

P10

EN CAMPAGNE

Yann Cézard Pour «mettre au pas la finance» **il faut avoir le courage de l'anticapitalisme**

P12

Robert Pelletier La campagne **aux portes des usines**

P14

Yvan Lemaitre L'Europe, **une question qui dérange**

P16

Syl20 Le racisme en campagne

P18

Henri Wilno Ni protectionnisme **ni mondialisation capitaliste**

P20

Josette Trat Droits des femmes **Mélenchon, Joly, Hollande et Poutou en campagne**

P22

Arrani Engraive Pour l'émancipation **de tous les jeunes!**

P25

Jean-Claude Laumonier Soins gratuits **et service public de santé**

P27

Commission médias du NPA Pour une transformation radicale **des médias**

P29

REPÈRES

Henri Clément Victor Serge, **Il y a vingt ans**

P33

NOTES DE LECTURE

Henri Clément Black-Label **et autres poèmes**

P35

Chasseurs de têtes **par Jo Nesbø**

Antoine Sindelar Lomax, **collecteur de folk-songs**

© Photothèque Rouge / JR

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

LA REVUE **TOUT** est à nous!

VOTONS POUTOU!

PAR OLIVIER BESANCENOT

Nous sommes entrés dans la dernière ligne droite d'une campagne présidentielle malheureusement digne de remporter le trophée de la campagne électorale la plus éloignée des préoccupations réelles de la population. Alors que les conditions de vie et de travail se dégradent, alors que pour nous faire payer la crise économique, s'accroît la pression en multipliant les mesures d'austérité, Sarkozy et ses amis veulent détourner la colère sociale sur un terrain nauséabond où prospèrent les idées racistes et xénophobes. Premier épisode, dégueulasse, les déclarations du ministre de l'Intérieur Guéant sur la supposée supériorité de certaines civilisations par rapport à d'autres, ciblant particulièrement le monde musulman. Deuxième épisode, écœurant, Sarkozy himself se transforme en porte-parole

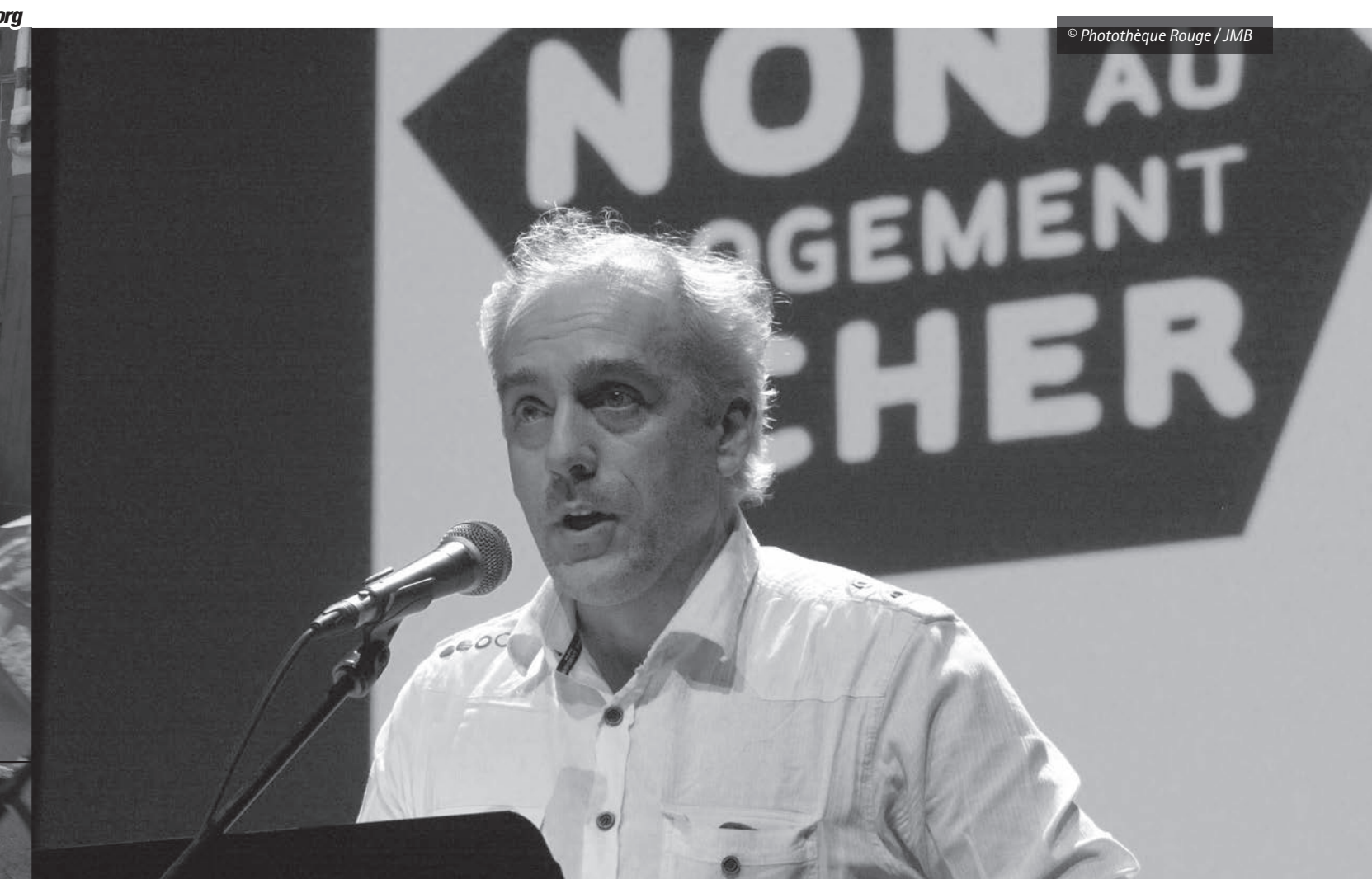
de Marine Le Pen, relayant la polémique surréaliste mais toujours aussi ciblée sur la supposée viande Halal. Troisième épisode, révoltant, l'instrumentalisation indécente de la tuerie raciste de Toulouse. Profitant de ce geste ignoble, le gouvernement sans aucun scrupule essaie d'ancrer la campagne électorale sur le terrain de l'insécurité si cher à la droite et à l'extrême droite. Pitoyable et odieuse tentative de la droite de reprendre la main sur cette campagne alors que celle-ci est marquée par l'irruption des luttes ouvrières sur la scène politique. À commencer par les Fralib de Géménos, la lutte du « pot de thé » contre le pot de fer, à savoir la toute-puissante société Unilever débordant pourtant de surprofits. Puis les Lejaby d'Yssingeaux, une

centaine de salariées à qui la fermeture de leur entreprise était promise et qui se sont battues au point d'obliger les émissaires de Sarkozy et de Hollande à leur trouver une solution. Enfin, les travailleurs d'ArcelorMittal de Florange, à qui le super-président a fait la promesse de sauver le site en lâchant 17 malheureux millions sortis des caisses de l'État et qui n'ont en fait reçu que mépris et gaz lacrymogènes quand ils sont venus à Paris demander des comptes. Toutes ces luttes, notre candidat Philippe Poutou s'en est fait le porte-voix dans toutes ses interventions, tant à la tribune des nombreuses réunions publiques qu'aux micros des médias. Parce que justement c'est quand celles et ceux que l'on n'attendait pas font irruption dans le jeu des politiciens, c'est quand la radicalité sociale s'exprime,

que les anticapitalistes sont utiles. Plus que jamais. Car dans cette élection, le service minimum, ce sera d'abord de filer un grand coup de son dans l'arrière-train présidentiel de Sarkozy et de toute sa bande. Dégage le président des riches déguisé en candidat du peuple ! Dehors les organisateurs de la casse sociale ! À la porte les xénophobes de tout poil ! C'est le moment de payer l'addition et elle doit être la plus salée possible, à la hauteur des reculs sociaux qu'ils nous ont imposés ces dernières années. Alors virer Sarkozy, c'est nécessaire et il ne faut pas s'en priver, mais cela ne suffira pas. Car comment croire un François Hollande qui en quelques semaines s'intronise ennemi de la



© Photothèque Rouge / JMB





© Photothèque Rouge / JMB

finance autoproclamé, puis va prêter allégeance à la City londonienne, un des symboles de l'affairisme et de la spéculation ? Que penser d'un candidat dont la feuille de route est d'après ses propres dires de « donner du sens à la rigueur », respectueux des marchés, de l'Union européenne, futur bon gestionnaire d'une dette illégitime et inique ? C'est pour toutes ces raisons que notre voix est précieuse. Car il n'y en a pas beaucoup, des candidats dans cette campagne qui connaissent dans leur chair la condition vécue par celles et ceux d'en bas. Il y en a encore moins des candidats qui n'ont pas fait de la politique un métier, mais qui défendent que c'est aux opprimés eux-mêmes de se représenter, de prendre leur sort en main. Et il n'y en a qu'un, ouvrier et candidat, pour porter tous nos combats. Dans les urnes dans quelques jours comme dans les mobilisations quotidiennes, le NPA et son candidat Philippe Poutou défendent un programme anticapitaliste radical mais utile, car répondant aux besoins de la majorité, à l'urgence sociale,

écologique et démocratique. Urgence à augmenter les salaires et pensions, à stopper net les licenciements et les suppressions d'emplois dans les services publics, à arrêter immédiatement de payer la dette et les cadeaux aux plus riches, à imposer une véritable révolution fiscale, pour une autre répartition des richesses. Urgence à prendre la décision de sortir du nucléaire en dix ans, à réquisitionner les grands groupes de l'énergie pour créer un véritable service public permettant une planification sociale et écologique respectueuse de la planète. Urgence à combattre les politiques sécuritaires, à imposer de nouveaux droits pour les populations immigrées, pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, à imposer une « démocratie réelle » comme l'exigent nos camarades dans l'État espagnol et en Grèce. Et puis autant le dire clairement, dans un monde politique cocardier, où, même à gauche, les valeurs supposées de la République française servent avant tout à masquer les intérêts de quelques-uns, qui brandit

au contraire le drapeau de l'internationalisme, de la solidarité par-delà les frontières ? Qui veut faire résonner dans cette campagne les révolutions arabes, la mobilisation des Indignés du monde entier, l'intervention consciente des peuples pour prendre leurs affaires en main ? Drapeau de l'internationalisme qui a les couleurs de l'antiracisme. C'est pour cela que Philippe est un des rares candidats à défendre la liberté de circulation et d'installation, le droit de vote des immigrés à toutes les élections et la régularisation de tous les sans-papiers. Humblement mais résolument, c'est aussi ce que nous voulons porter avec la candidature de Philippe. Alors, on le sait, ce n'est pas le genre de la maison de penser que les jours d'élection ouvrent la voie à des lendemains qui chantent. C'est rarement le cas, ici comme ailleurs. Le dimanche 22 avril, nous avons au moins l'occasion de dire clairement ce que nous défendons, ce que nous voulons, ce à quoi nous aspirons. Alors profitons-en pour mettre dans l'urne nos colères, nos

révoltes, nos luttes, en votant pour Philippe. Ces élections sont en quelque sorte notre match aller, joué à l'extérieur, sur le terrain de l'adversaire, dans le cadre d'institutions non démocratiques où il est bien difficile de se faire entendre, encore plus de changer les choses. Mais dès maintenant, par notre vote, préparons aussi le match retour, indispensable, celui que l'on jouera à domicile, sur notre terrain, celui des résistances et des mobilisations. Car si, comme on le souhaite, Sarkozy ne sera bientôt plus qu'un bien mauvais souvenir, il y aura un grand besoin des anticapitalistes, celles et ceux qui sont les plus indépendants du Parti socialiste, pour préparer l'opposition à gauche la plus unitaire au futur gouvernement. Engager la construction d'un regroupement de toute la gauche sociale et politique pour résister à l'austérité, de droite aujourd'hui, peut-être de gauche demain. En ce sens, le vote pour Philippe Poutou est aussi un engagement sur l'avenir, la meilleure des façons de prendre date pour la suite. □

Qui parle pour les 99%?*

PAR MALIK MIAH

La campagne électorale aux États-Unis tourne autour du débat entre la droite américaine la plus réactionnaire et Obama présenté comme un socialiste à l'européenne. Mais même si ce dernier reprend des mots d'ordre initiés par le mouvement Occupy Wall Street, les mesures qu'il défend concernent principalement les plus riches et laissent de côté la plus grande partie de la population et notamment les Afro-Américains et les latinos.

Lamère réalité de la politique américaine, c'est qu'aucun des grands partis ne s'exprime pour les travailleurs ou les pauvres. Le président Obama aime parler de la « classe moyenne » et de son action pour la défendre, mais il ne mentionne que rarement le fait que la pauvreté frappe avant tous les Afro-Américains et les Latinos. Alors que, personnellement, il soutient les programmes sociaux en faveur des travailleurs pauvres, ses propositions budgétaires vont réduire les crédits pour ces programmes.

Les républicains sont pires. Ils proposent à la fois des coupes dans les dépenses de Medicaid qui concernent les pauvres et de nouvelles baisses d'impôts pour les sociétés et les super-riches. Les candidats républicains à la présidentielle semblent ne parler que pour les 1% et la classe supérieure. Mitt Romney, le candidat en meilleure position, a été un dirigeant du fonds de placement Bain Capital et a déclaré ouvertement qu'il n'a « pas de souci à propos des très pauvres car ils ont un filet de protection sociale ». Il a ensuite déclaré que ce n'était pas ce qu'il voulait dire. Mais, bien sûr, c'est exactement ce qu'il pense même s'il est gêné de l'avoir exprimé de cette façon. Naturellement, il n'a pas non plus de soucis pour les riches, puisque ses propositions économiques prévoient une baisse supplémentaire de leurs impôts.

La fortune nette de Romney est de 250 millions de dollars. Il vit de ses placements et



© DR



il n'a pas travaillé plus de dix ans de sa vie, tout en disant en plaisantant qu'il est chômeur. [...] Il ne paye que 13,9% de son revenu en taxes fédérales sur le revenu, tout en ayant dissimulé une partie de sa fortune dans des comptes à l'étranger.

Les rivaux de Romney dans la primaire républicaine n'ont eux aussi aucun rapport avec le monde du travail. Newt Gingrich qualifie le président Obama de « *socialiste à l'européenne* » qui partage les vues de son père né au Kenya. Il affirme à ses supporters que Obama est « *non-américain, ce n'est pas un des nôtres* ». Rick Santorum a pour principale qualification d'être plus chrétien que le pape. Il s'oppose aux droits des femmes, pas seulement à l'avortement mais aussi à la contraception. Il calomnie les homosexuels et regarde de haut l'éducation publique. Interrogé sur le coût élevé de la santé et des médicaments, il a ridiculisé celui qui a posé la question et a défendu le droit des sociétés pharmaceutiques à faire des profits importants.

[...]

L'EXTRÊME DROITE RÉPUBLICAINE À L'OFFENSIVE

Le retour à l'Amérique d'avant l'élection du premier président afro-américain est un thème commun à tous les candidats républicains. [...] D'un point de vue républicain, Obama est une création des médias libéraux et son élection fut un coup de chance. Leur Amérique est une Amérique où les Blancs de toutes conditions se sentent bien avec un gouvernement qui leur ressemble, un pays où les minorités ethniques se tiennent « à leur place ».

L'appareil de l'extrême droite conservatrice (les élites républicaines, les animateurs de radio, et les instituts de réflexion fondés par des milliardaires) défend les inégalités de revenus et le darwinisme social. Leurs publications [...] prêchent la supériorité du marché et les raisons pour lesquelles les inégalités sont le moteur du capitalisme à l'américaine.

« *L'avidité est bonne et la réglementation mauvaise* », tel est leur mot d'ordre. C'est pour eux la base de l'« *exception américaine* », la raison pour laquelle les États-Unis sont le pays le plus grand et le plus novateur et, selon l'expression de Romney, « *l'espoir du monde* ». Ils soutiennent que n'importe qui peut devenir riche, les inégalités de revenus et de richesse étant les signes d'un système de marché dynamique (la réalité est que la mobilité sociale est

désormais moindre aux USA que dans la plupart des autres pays industriels).

La majorité des Américains, y compris les électeurs républicains, pensent que les riches devraient payer plus d'impôts, soutiennent l'assurance-chômage et la sécurité sociale ainsi que les fonctionnaires qui combattent les incendies et éduquent leurs enfants. Les faits sont têtus à condition qu'ils soient connus. La désinformation et les mensonges peuvent cependant apparaître comme des faits si la propagande les répète continuellement. C'est pourquoi l'extrême droite se focalise sur un Obama mythique et utilise une stratégie à connotation raciale.

La plupart des blancs cependant ne sont pas racistes et sont réticents devant les allusions raciales de l'extrême droite. La meilleure réponse au racisme est de prendre l'offensive et d'informer le peuple de ce qui se passe. L'échec en la matière durant les trois dernières années est une des principales raisons des coups et des reculs subis dans les votes et les droits civils. Les dirigeants afro-américains n'osent pas créer de problèmes à un président noir en manifestant dans les rues. Il est cependant possible que la brutalité des allusions racistes provoque une réaction et le réveil des organisations sociales. La campagne conduite par le mouvement ouvrier de « *Recall* » dans le Wisconsin, le référendum de l'Ohio sur les droits des salariés et la large défense du planning familial montrent qu'un potentiel existe.

OBAMA N'EST PAS LA SOLUTION

Que le président Obama soit réélu ou non, il n'est pas la solution, même s'il est l'homme à abattre de l'extrême droite. Obama n'est pas un socialiste, ni même un « *libéral* » de type New Deal. Il est au mieux un démocrate du centre.

Son programme économique et sa politique étrangère (« *le président qui a tué Oussama Ben Laden* ») correspondent aux orientations capitalistes dominantes et impérialistes. [...]

En fait, la réélection d'Obama correspond aux véritables intérêts de la classe dominante. Il reflète l'avenir de la démographie et de la classe dominante de ce pays, pas le passé. Un mouvement pour effacer les acquis de 50 ans pourrait conduire à une réaction sociale que ni le gouvernement ni Wall Street ne seraient capables de contenir. La faiblesse de la réponse de masse aux attaques de la droite a nourri les extrémistes

dans l'idée qu'ils pouvaient imposer des positions non soutenues par l'opinion publique. Le mouvement « Occupy Wall Street » (OWS) a changé l'équation. Le président reprend des thèmes d'OWS dans ses discours électoraux. C'est une façon à la fois de contrer la tactique raciste des républicains (sans vraiment discuter du racisme) et d'apparaître en phase avec la colère populaire contre les super-riches.

L'APPROFONDISSEMENT DES INÉGALITÉS

D'après le bureau du Budget du Congrès, entre 1979 et 2007, les revenus réels (corrigés de l'inflation) des 1% les plus riches ont augmenté en moyenne de 275% tandis que, durant cette même période, les 60% d'Américains situés au milieu de l'échelle des revenus ont vu leurs revenus progresser d'environ 40%. [...] En 1979 (date des premières statistiques en la matière du bureau du Budget), le revenu moyen après-impôts des 1% de ménages les plus riches étaient 7,9 fois plus élevé que le revenu des 20% du milieu de l'échelle. En 2007, cet écart est passé à 23,9 : les inégalités ont plus que triplé.

Si on regarde la propriété des richesses (propriétés, capital financier), les 1% les plus riches en possèdent 36,4% en 2007 tandis que les 80% du bas s'en répartissent 15%. La récession de 2008 s'est traduite par un accroissement des écarts : les 1% possèdent désormais 37,1% de la richesse, et ça augmente.

Le problème pour ceux qui travaillent, les opprimés et les pauvres, c'est la rhétorique d'Obama et des « libéraux » sur les « sacrifices partagés » alors que les sacrifices concernent seulement les 80% du bas. Obama soutient un accroissement modeste des impôts payés par les riches mais il dit aussi que les 99% doivent accepter une restructuration de Medicare², Medicaid³, Social Security⁴ et d'autres programmes sociaux.

Romney, comme la majorité des 1%, paye moins de 14% de son revenu en impôts fédéraux. En 2011, les sociétés (dont la Cour suprême déclare qu'elles ont les mêmes droits que les personnes) payent seulement 12,1% de leurs profits en impôts fédéraux (*Wall Street Journal* du 3 février 2012). Le travailleur à revenus moyens paye deux fois ce taux.

Obama sait que son boulot de président c'est défendre le capitalisme à l'intérieur et à l'extérieur. Marquer un peu d'intérêt pour les préoccupations des travailleurs et

des pauvres permet de préserver le Parti démocrate de la protestation populaire. L'événement le plus significatif de l'année 2011 est la montée du mouvement OWS que les démocrates et Obama cherchent à capter. Ce mouvement a modifié le débat dans de larges secteurs du pays : on est passé de la priorité à l'équilibre budgétaire à la question des inégalités (les 99% contre les 1%). Le mouvement a poussé les pauvres et les travailleurs à demander un changement fondamental.

ET MAINTENANT ?

On demande à ceux qui souffrent de mettre leur énergie au service de la réélection d'Obama. Ce n'est pas la solution. C'est l'action décidée et la contestation de masse qui en ont fini avec la ségrégation légale envers les Noirs. Les principales avancées du mouvement ouvrier dans les années 1930 n'ont pas été des cadeaux de Roosevelt mais le résultat d'actions de masse, y compris de grèves sur le tas.

Des contre-offensives ont suivi chacune de ces victoires historiques. L'objectif de la classe dominante était de limiter puis de revenir autant que possible en arrière. Ils savaient que le temps était de leur côté tant qu'il n'y avait pas de menace sur leur pouvoir politique. Les mouvements de masse finiraient par décliner par autosatisfaction ou épuisement. [...] L'objectif actuel de la contre-révolution n'est pas le retour à la ségrégation mais de maintenir les vieilles relations de pouvoir d'une époque dépassée.

Ce qui va arriver maintenant dépendra du mouvement social et de l'action politique indépendante des travailleurs et des pauvres. Il faut centrer les revendications sur les institutions de l'État : les deux partis de la « libre entreprise », le président, le Congrès et les tribunaux. C'est la leçon de « Occupy Wall street », qui semble être un mouvement diffus mais cible les 1%.

Aussi longtemps que le contexte politique sera défini par l'affrontement entre Obama et l'extrême droite en 2012, les travailleurs et les pauvres seront affaiblis et incapables de mettre en avant leurs propres intérêts.

Cependant, la communauté noire sera derrière Obama face à l'escalade des attaques racistes contre lui. La majorité des Latinos, confrontés aux politiques anti-immigrés, et des membres des autres minorités votera aussi probablement pour Obama (à l'exception des Cubano-Américains qui ont le privilège d'avoir immédiatement un

statut légal dès qu'ils mettent le pied sur le territoire des États-Unis). Les grands syndicats vont aussi voter pour Obama et les démocrates.

DONC QUI VA PARLER POUR LES 99% ?

Aucun des grands partis politiques ne le fait.

Ce sont, en fait, les diverses organisations indépendantes et les acteurs de OWS, et les organisations sociales qui expriment des exigences envers le gouvernement et l'État en faveur des travailleurs, des minorités et des pauvres. Ces activités sont indépendantes de la politique électorale. La difficulté est de continuer sur cette voie tout en sachant que la plupart des travailleurs non blancs voteront probablement pour Obama comme pare-feu contre les forces les plus racistes et les plus à droite du pays.

L'histoire montre que les changements radicaux fondamentaux viennent de l'action directe et de la colère populaire. Martin Luther King a manifesté et demandé l'égalité des droits sous des présidents républicains comme démocrates. Le mouvement finit par gagner. Les changements législatifs arrivèrent après la victoire, et pas l'inverse. □

**Article du bimestriel « Against the current », n° 157, mars-avril 2012, publié par l'organisation socialiste américaine « Solidarity ». Les intertitres et le chapeau sont de la rédaction de Tout est à nous !*

1. Aux USA, « liberal » désigne une personne de gauche modérée [Note de la rédaction]

2. Système d'assurance-santé géré par le gouvernement des États-Unis au bénéfice des personnes de plus de 65 ans ou répondant à certains critères, comme les handicapés [NdR].

3. Programme public qui a pour but de fournir une assurance maladie aux individus et aux familles à faible revenus [NdR].

4. Programme fédéral versant des retraites de base et des allocations pour handicapés [NdR].

Areva, une catastrophe

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE ANGELINI

CENTRE NUCLÉAIRE de PRODUCTION d'ÉLECTRICITÉ

ZONE PROTÉGÉE
DÉFENSE DE PÉNÉTRER

Dans ce livre, tu mets à mal l'un des arguments principaux des défenseurs du nucléaire: l'indépendance énergétique de la France.

Depuis 40 ans, le thème de l'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire civil est en effet un leitmotiv des discours politiques. Il s'agit d'un mythe particulièrement coriace, repris encore récemment par le ministre de l'Industrie, Éric Besson, lors d'un débat à la radio. Le calcul du taux d'indépendance énergétique officiel repose sur diverses manipulations statistiques, dont la principale consiste à ne pas comptabiliser les importations d'uranium comme des importations énergétiques, mais comme de simples importations de matières premières, à la différence du gaz ou du pétrole. Or depuis 2001, année de la fermeture de la dernière mine française, la totalité de l'uranium utilisé dans nos centrales est importée. Et même avant cette date, les importations étaient prépondérantes. Or, historiquement, celles-ci proviennent du sous-sol africain, d'abord du Gabon, puis du Niger. Même si Areva a diversifié ses gisements sur la planète, ses mines nigériennes représentent toujours un tiers de sa production.

Parler d'indépendance énergétique, cela signifie politiquement que l'on considère toujours le sous-sol des anciennes colonies comme propriété française. Cela revient aussi à occulter l'importance de l'uranium africain dans l'histoire du nucléaire français, que le livre tente de retracer. Pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques, l'État français a promu, au Gabon et au Niger, les régimes les plus autoritaires mais les plus compréhensifs à l'égard de ses propres intérêts stratégiques. L'histoire du néocolonialisme au Gabon, berceau d'Elf et de la

Françafrique, est relativement connue. Celle du Niger l'est moins. Avant l'indépendance, De Gaulle et Foccart ont d'abord évincé, par la fraude et la menace militaire, le leader indépendantiste Bakary Djibo au profit d'Hamani Diori, qui devient le premier président du Niger. Mais ce dernier est renversé par un putsch militaire au moment précis où il tente d'obtenir une revalorisation du prix de l'uranium en 1974. Les officiers nigériens, formés dans l'armée coloniale française, portent le colonel Seyni Kountché au pouvoir. C'est le premier président africain à qui Mitterrand rendra visite une fois élu. Plus tard, dans les années 1990, à peine les mobilisations populaires ont-elles fait capituler le régime militaire, qu'un nouveau putsch est sponsorisé par les réseaux Foccart. Son chef, Baré Maïnassara, est aussitôt pris en main par la diplomatie française. Au final, la faible part de la valeur de l'uranium qui est revenue à l'État nigérien n'a pas profité à la population, mais aux régimes militaires et affairistes soutenus par la France, qui ont creusé la dette du pays et l'ont maintenu dans la misère.

Nicolas Sarkozy avait en début de mandat affirmé qu'il souhaitait en finir avec la Françafrique, qu'en est-il ?

Le néocolonialisme économique et l'ingérence politique n'ont évidemment pas cessé avec Nicolas Sarkozy. En revanche, après la fin de la guerre froide, avec l'exacerbation des rivalités sur le continent africain pour la captation des matières premières et des marchés émergents, cette relation connaît des crises plus ou moins violentes. Au Niger, alors que les prix de l'uranium flambaient sur le marché mondial sous le coup de la

spéculation, cela s'est traduit en 2007-2008 par un bras de fer entre le régime de Mamadou Tandja d'un côté, Areva et l'État français, de l'autre. Par certains côtés, la situation rappelait le précédent de 1974, puisque l'État nigérien exigeait à nouveau une forte revalorisation du prix de l'uranium payé par la France. Tandja a joué sur la concurrence chinoise pour faire partiellement plier Areva. La firme française convoitait en effet un gisement stratégique: celui d'Imouraren, le premier d'Afrique par ses réserves. Pour l'obtenir, Sarkozy s'est d'abord rendu au Niger et a donné sa bénédiction au projet annoncé de coup d'État constitutionnel, permettant à Mamadou Tandja de se maintenir au pouvoir au terme de son second mandat. Une fois le gisement obtenu, la France laissera Tandja, de plus en plus isolé au plan intérieur comme au plan international, se faire renverser par un nouveau coup d'État. Au début de cette crise, à côté des émissaires officiels de l'État français, on a vu Areva recourir à des personnalités habituées de la diplomatie parallèle. Alors qu'un nouveau mouvement rebelle à forte composante touarègue, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), vient d'apparaître, elle recrute par exemple le colonel Denamur, ancien attaché militaire à l'ambassade de France au Niger. Les services français avaient été très impliqués lors de la précédente rébellion touarègue dans les années 1990. Areva place aussi Dominique Pin à la tête de ses activités au Niger: ce diplomate est un ancien de la cellule Afrique de l'Élysée. Ces deux personnages ont été rapidement déclarés persona non grata au Niger, ce qui était du jamais vu dans une ancienne colonie française, accusés d'avoir noué des

e en Afrique

ENTRETIEN AVEC RAPHAËL GRANVAUD, AUTEUR DE AREVA EN AFRIQUE, UNE FACE CACHÉE DU NUCLÉAIRE FRANÇAIS¹

© Photothèque Rouge / DR

relations troubles avec le MNJ. Plus tard, en matière sécuritaire, la prise d'otage des salariés d'Areva par un groupe se revendiquant d'Aqmi a aussi été le prétexte à un renforcement du quadrillage militaire français dans la région, que le Niger rechignait à accepter sur son sol jusque-là.

En dehors du Niger, en matière de recyclage des réseaux françafricains les moins ragoutants, on peut également citer l'utilisation par Areva d'un trio de « facilitateurs » pour l'obtention de certains gisements en Centrafrique ou en République démocratique du Congo : le député de Levallois-Perret Patrick Balkany, ami intime de Nicolas Sarkozy et élevé comme lui à la politique dans le sillage de Charles Pasqua ; l'homme d'affaires belge George Forrest, surnommé le vice-roi du Katanga, consul honoraire de France à Lubumbashi ; et Fabien Singaye, ancien espion rwandais lié au clan qui a planifié le génocide des Tutsis au Rwanda...

Tu mets aussi à mal le mensonge d'une énergie « propre ». En quoi Areva au Niger est-elle responsable d'une triple catastrophe environnementale, sanitaire et sociale ?

L'extraction de l'uranium est une industrie particulièrement dangereuse. Toutes les industries extractives sont polluantes, mais s'ajoutent ici des risques spécifiques liés à la radioactivité. Pour obtenir l'oxyde d'uranium, le yellowcake, qui est ensuite enrichi pour les centrales nucléaires, des millions de tonnes de roche ont été concassées et traitées chimiquement. Les roches dites « stériles » de même que les boues résultant du traitement chimique ont été entreposées à l'air libre, ou déversées dans les cours d'eau comme au

Gabon. Ces déchets contiennent la majorité de la radioactivité d'origine du minerai, mais ils restent soumis à l'érosion et sont dispersés par les vents. Comme en France, les stériles ont aussi été réutilisées en remblai, pour la construction de routes ou même de bâtiments. L'extraction entraîne une pollution irréversible des sols, de l'eau et de l'air. L'eau polluée est distribuée à la population, laquelle récupère aussi les ferrailles contaminées pour des usages quotidiens. Lentement mais sûrement, on assiste à un empoisonnement de toute la région. Les plus touchés sont évidemment les mineurs à qui on a caché pendant très longtemps les risques, les premières mesures élémentaires de protection n'ayant été prises que dans les années 1990. Mais en 40 ans d'exploitation, Areva n'a reconnu aucun cas de contamination, de cancer, où d'autre pathologie d'origine professionnelle. C'est un véritable système d'omerta qui a été mis en place. Enfin, quand les gisements auront été épuisés d'ici quelques années, le sort des habitants de ces villes minières construites en plein désert ne peut qu'inquiéter. Il n'y a aucun projet de reconversion. Au Gabon, quand la Comuf (Compagnie des mines d'uranium de Franceville) a fermé en 1999, la ville de Mounana est devenue une ville fantôme.

Comment pourrait-on en finir avec le système Areva ?

Le livre ne prétend pas fournir de réponse simple à cette question. J'espère qu'il pourra contribuer à enrichir l'argumentaire des anti-nucléaires, par la prise en compte des dégâts politiques, sociaux, environnementaux et sanitaires liés à l'extraction

de l'uranium par Areva en Afrique. À titre personnel, je pense que sortir du nucléaire constitue le moyen le plus simple et le plus sûr d'en finir avec cette politique de pillage et d'ingérence qu'on a baptisé « indépendance énergétique ». Areva est, pour l'instant encore, une entreprise à capitaux publics, à plus de 80%. Sa politique est validée par les représentants de l'État auxquels les citoyens français sont en droit de demander des comptes et contre lesquels ils peuvent se mobiliser. Il faut également renforcer les liens avec les mouvements de résistance à Areva en Afrique : salariés regroupés en association ou syndicats, mouvements qui militent pour une réappropriation des richesses nationales, pour la transparence des flux de capitaux, etc. C'est ce que tente de faire le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger ». Mais des débats existent : ces mouvements ne sont pas tous, loin s'en faut, opposés au nucléaire. Certains ne revendiquent qu'une « meilleure » extraction de l'uranium. Sur le plan environnemental, c'est une revendication illusoire : une extraction propre, à supposer qu'elle soit possible, rendrait le minerai hors de prix, et l'exploitation perdrait de son intérêt. Par ailleurs, d'autres voies de développement existent, et l'uranium est loin de constituer la principale richesse du Niger. C'est bien sûr aux populations nigériennes qu'il appartient de trancher ce débat, et de décider de l'utilisation de leur sous-sol. Ce que nous pouvons réclamer en revanche, c'est que ce débat ne soit plus confisqué par Areva et l'État français. □

1. Éditions Agone, Dossier noir n°24 de Survie. 304 pages, 14 euros.

Interroger le travail

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN JACQUES

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS
RÉDACTEUR EN CHEF
DONT LES 4^{ES} RENCO
« LA POLITIQUE PEUT-Ê

Pourquoi cette revue et quel objectif pour ces rencontres ?

Il s'agissait de désenclaver le thème de la santé au travail, qui était réservé aux seuls spécialistes. Il y avait alors très peu de démarches à la fois citoyennes et de santé publique. Cette question était en quelque sorte confisquée par le paritarisme: on ne parle que des sujets sur lesquels on est d'accord et pas ou peu de ceux qui font débat et notamment débat social.

Au contraire, nous abordons surtout des sujets qui font controverse, en essayant de les éclairer par l'intervention de professionnels, avec un travail rédactionnel pour que ce soit accessible à des non-spécialistes et en nous positionnant du côté de la défense de la santé des salariéEs. Il y a déjà suffisamment de personnes pour défendre l'économie. L'autre limite que nous nous fixons c'est d'éviter des choses discutées scientifiquement. D'où la composition d'un comité scientifique: chercheurs, médecins du travail, ergonomes... experts reconnus, essentiellement de la sphère publique.

Ces rencontres annuelles sont un rendez-vous avec nos lecteurs. Pour cette année électorale, après la présidence de Sarkozy et sa campagne sur le travail et sa revalorisation, le thème du travail et de la politique s'imposait. Son discours avait «pris», probablement avec une vision morale du travail et de l'effort, plutôt qu'une réelle interrogation sur le travail en lui-même.

Alors que le travail a été plutôt malmené, la politique pouvait-elle s'intéresser à son contenu ?

En échange d'un salaire, d'un temps de présence, d'un contrat, peut-on demander aux salariéEs de faire n'importe quoi, quitte à ce qu'ils y laissent leur santé ? Il nous semble que cette question n'est pas bien, voire jamais posée, en tout cas toujours mal traitée par les politiques. C'était donc pour nous un moyen de peser un peu sur le débat public, sur la réflexion des partis politiques, des parlementaires, des syndicats, des salariéEs.

Pendant ces heures où l'on est à disposition de l'entreprise, que ce se passe-t-il, que nous demande-t-on de faire ? Est-ce compatible avec un épanouissement, avec ce que chacun vient chercher dans le travail et pas seulement une rémunération ou est-ce – le travail étant alors considéré par nature toxique et désagréable – un lieu d'aliénation, de souffrance ? Du coup,

la seule façon de le supporter serait-elle de travailler moins ? Ou au contraire, peut-on espérer que le travail devienne un lieu d'accomplissement de soi, dans lequel on puisse se reconnaître ? Questions essentielles pour nous et que l'on a voulu mettre en débat lors de deux tables rondes.

La première consistait à regarder comment le travail traverse les politiques publiques sous la responsabilité directe de l'État: l'inspection du travail remplit-elle son rôle de prévention des risques professionnels ? Mais aussi, quelle prise en compte du travail, de son contenu en matière de santé publique, d'environnement, de formation professionnelle ?

La seconde a traité la dégradation du travail du fait de son intensification et de la standardisation des modes opératoires, génératrices de la souffrance, du mal-être, des suicides.

Autant on peut interdire l'amiante, autant il semble difficile d'interdire la souffrance au travail. D'où la question de la démocratie dans l'entreprise, en termes de contre-pouvoir des institutions représentatives du personnel et également de rétablissement des capacités et du droit d'expression des salariéEs.

Inspection du travail et médecine du travail présentent de graves problèmes d'effectifs, qui rejaillissent sur la prise en compte ou non de la santé au travail.

Dans les cinq ans qui viennent, du fait des départs en retraite, il y aura une pénurie très importante de médecins du travail. Il faut plus de dix ans de formation. La médecine du travail va disparaître, simplement parce que l'on ne forme plus.

Pour l'inspection du travail c'est un peu différent. Il y a eu un plan de modernisation avec pour conséquence l'augmentation significative du nombre d'inspecteurs du travail. Nous revenons à peu près à la moyenne européenne. En revanche, les outils et moyens nécessaires sont-ils mis à leur disposition pour qu'ils jouent pleinement leur rôle ? Parmi les outils, a été abordé celui des politiques de contrôle et pénales. Quels moyens de coercition ont-ils à leur disposition ?

Le travail ne peut se résumer au salaire et au temps de travail. Quel est alors cet autre aspect du travail qu'il faut aussi changer ?

Tout le reste. Vous arrivez le matin et vous repartez le soir et entre-temps vous avez fait

© Photothèque Rouge / Marc



FRANÇOIS DESRIAUX, CHEF DE LA REVUE SANTÉ ET TRAVAIL¹, CONTRES ONT PORTÉ SUR LE THÈME «JT-ELLE CHANGER LE TRAVAIL ? »

quelque chose. Vous avez créé, monté des pièces, usiné... Tout cela vous l'avez fait avec des contraintes de temps par exemple. Mais aussi des contraintes liées à la coopération ou aux difficultés de coopérer.

Tout ce à quoi s'intéresse l'ergonomie et notamment la différence entre le travail prescrit par l'organisation, tel qu'il est imaginé par les concepteurs, et le travail réel. Cet écart demeure même dans les travaux les plus rationalisés, les plus répétitifs, les moins inventifs.

Une intelligence est développée en permanence par l'agent, l'opérateur pour adapter son travail à des choses qui ne sont pas visibles, non envisagées par l'organisation, pour que cela marche malgré tout.

C'est tout ce que le salarié va mettre de lui-même dans son travail qui va lui permettre de se reconnaître dans ce qu'il fait et même en éprouver une certaine satisfaction. Le travail c'est tout cela.

La question est alors de savoir si ce que l'on demande aux personnes, les conditions dans lesquelles on les fait travailler leur permettent de se réaliser, d'en retirer du plaisir ou au contraire, si le travail devient alors une contrainte, une souffrance, quelque chose

que l'on fuit, où l'on va à reculons, la peur au ventre. Les psychodynamiciens appellent cela la centralité du travail, élément essentiel de la construction psychique de la personne.

Les groupes d'expression peuvent-ils être un moyen ?

Il y a deux ans, nous avons lancé un appel : « Reprendre la parole sur le travail », toujours d'actualité. C'est le 30^e anniversaire des lois Auroux (1982) qui ont créé les CHSCT et instauré un droit d'expression sur le travail et son organisation. Le droit est resté, mais n'est plus du tout utilisé. Récupéré par la hiérarchie, les salariéEs et les syndicats n'ont pas réussi à se l'approprier.

La rédaction de Santé et Travail estimait d'une part que les gens qui souffrent au travail sont souvent isolés et qu'un des moyens de rompre cet isolement consiste à mettre le travail en discussion. D'autre part, si l'on veut que chacunE puisse se réapproprier le travail, il faut qu'il ou elle puisse soutenir une position sur le travail, par rapport à la hiérarchie, penser sa situation, s'exprimer en mettant des mots sur ce qu'il fait et pourquoi il le fait. Ce qui ne saute pas évidemment aux yeux de la hiérarchie et de ceux qui conçoivent l'organisation, mais qui n'est pas également d'une formalisation immédiate pour les salariéEs. Il n'est pas facile d'expliquer, de justifier tous ses choix, même dans des travaux très automatisés, « robotisés ». Pour être en capacité de soutenir un point de vue, il faut en avoir discuté collectivement, chacunE vivant différemment le travail. Permettre la controverse sur le travail.

Pourquoi les politiques s'intéressent-ils si peu à la question du travail et de son organisation ?

Un certain nombre de militantEs de ces partis s'y intéresse. Par contre, dans quelle mesure les dirigeants s'y intéressent et sont capables d'en parler ? Ils ne viennent par forcément du monde de l'entreprise, en s'étant confrontés à ces questions. Leur recrutement, la formation des dirigeants politiques font qu'ils sont plus à l'aise pour discuter d'économie, d'emploi, de macroéconomie que du travail.

Il y a également une certaine gêne, une retenue pour aborder ces questions, estimant que c'est plus du domaine de l'action syndicale. De notre point de vue, c'est une

question de société qui ne peut pas échapper aux politiques. Ils ne peuvent s'en désintéresser au prétexte que ce serait l'apanage, l'exclusivité des syndicats.

Après la catastrophe de l'amiante, alors que les suicides du fait du travail se multiplient, ces problèmes sont devenus d'intérêt général et la question de l'emploi est intimement mêlée au contenu du travail. La situation du chômage de masse va de pair avec une détérioration du contenu du travail.

Chaque fois qu'il y a des plans « sociaux », il y a d'abord course à la productivité, à la rationalisation du travail à outrance et du coup destruction d'emplois. Chaque fois, cela se traduit par du malheur frappant les personnes qui perdent leur emploi et des conditions de travail plus mauvaises pour celles et ceux qui vont rester et avoir « la chance » de conserver leur emploi. Il y a une très grande difficulté à en parler. Ceux qui restent sont très vite culpabilisés : « Toi tu as la chance d'avoir gardé ton boulot, donc tu fermes ta g... ».

Les documentaires, les films sur le travail et ses conditions se multiplient. Il existe aussi le festival « Filmer le travail » à Poitiers. Y-a-t-il un renouveau de l'intérêt porté sur le travail ?

En effet le cinéma, qui est assez sensible aux phénomènes de société, a bien capté qu'au-delà de la fermeture des usines et des drames humains que cela entraîne, il y a les suicides, le mal-être et que c'est une formidable scène. Comment cette société financiarisée nous conduit-elle à dégrader le travail comme on peut le voir dans la « Mise à mort du travail » ? Le cinéma permet une mise en visibilité. C'est aussi l'objectif de nos rencontres et de la revue. Les vidéos prises lors de cette rencontre sont disponibles sur le site : <http://www.sante-et-travail.fr/> □

1. La revue Santé et Travail a été lancée il y a 20 ans dans le cadre de la politique de prévention de la Mutualité française. Elle est maintenant éditée par différentes mutuelles (Mutualité française, Macif, Matmut, Mutuelles de France, Chorum) qui la diffusent gratuitement aux syndicalistes, membres des CHSCT et CE des entreprises qu'elles ont en assurance complémentaire maladie. Elle tire selon les numéros entre 20 et 30 000 exemplaires et est vendue à des médecins du travail, acteurs de prévention, etc. qui s'abonnent.



POUR « METTRE AU PAS LA FINANCE »

il faut avoir le courage de l'an

PAR YANN CÉZARD

Quatre ans après le début de la crise, les banquiers n'ont jamais été aussi riches et puissants, les marchés financiers imposent aux États l'austérité, des réformes libérales, et même des gouvernements, comme en Grèce et en Italie. Alors comment combattre la dictature de la finance sur l'économie et la société ? Et surtout, est-ce possible ?

Toulon 2008 : Sarkozy l'antilibéral condamne les « dérives de la finance », non sans rappeler : « il n'y a pas de solution anticapitaliste à cette crise ». On connaît la suite.

Le Bourget 2012 : Hollande reprend le flambeau... de l'enfumage, en dénonçant à son tour le « monde de la finance » qui serait son adversaire. Comment prendre au sérieux les rodomontades de celui qui oppose la rigueur de gauche à l'austérité de droite, et veut payer la dette publique rubis sur ongle ?

Le combat contre la finance s'impose pourtant, tout en ne pouvant résumer toutes les réponses à la crise. Car celle-ci vient de loin, des contradictions profondes du capitalisme tout entier. Le capitalisme a comprimé les salaires... et son propre marché. Il a fallu compenser par l'endettement qui a éclaté dans la crise actuelle. Déclenchée à travers les turpitudes de la finance, cette crise est celle du capitalisme. Il y a donc une certaine filouterie à cibler spécifiquement le monde de la finance, en la distinguant avec soin d'un capitalisme vertueux et productif.

Cela dit, le capitalisme, dans son fonctionnement global, est devenu depuis trois décennies un capitalisme financier, où la finance libéralisée et mondialisée centralise et redistribue les profits en leur donnant la plus grande liberté de circulation possible. Elle permet au capital de mettre plus que jamais en concurrence les travailleurs, les entreprises et les systèmes sociaux. Les entreprises « financiarisées » sacrifient leur développement à long terme aux intérêts de leurs actionnaires. Les États baissent les

impôts des riches pour ensuite leur emprunter. La finance est ainsi moins que jamais séparable de l'ensemble du système capitaliste, « financiarisé » à tous les étages. L'affronter est donc un combat central pour les anticapitalistes... et à éviter pour ceux qui ne veulent pas remettre en cause le capitalisme, ses profits et ses fortunes ! Voilà pourquoi Hollande s'arrête si vite dans sa petite croisade contre la finance. Voilà pourquoi tous les gouvernements, malgré le constat patent que la finance capitaliste parasite, déstabilise et soumet à l'absurdité du court terme l'économie réelle, se sont obstinés à ne pas prendre la moindre mesure significative pour la brider.

COMMENT METTRE FIN À CE FONCTIONNEMENT FOU DE L'ÉCONOMIE ?

D'abord refuser de payer la dette publique illégitime aux financiers et aux fortunes qui s'en engraisent. Une charge qui représente en France 50 milliards d'euros pour les intérêts, 100 milliards pour le remboursement du capital, autant de richesses soustraites à la population, aux services publics, aux besoins sociaux. L'annulation de la dette publique ne mènerait pas à la faillite de l'économie, mais à celle des grands groupes financiers. Il faudra donc sauver non les banquiers et leurs riches actionnaires, mais les banques et leurs déposants. Ce qui signifie une expropriation de fait des banques et de tous les groupes financiers, leur saisie sans indemnité ni rachat. Arrachées des mains des intérêts privés, elles seraient alors unifiées en un seul service public financier, ou encore ce qu'un des *Économistes atterrés*, Frédéric Lordon, appelle un « système socialisé de crédit ». Car il s'agit de mettre ce service public financier sous le contrôle non de l'État, un appareil de pouvoir qui est largement privatisé et au service de la classe dominante, mais sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Ce serait un pas en avant essentiel pour rendre possible une transformation révolutionnaire de la société. Un tel système financier collecterait l'épargne de chacun pour l'utiliser de la façon la plus pertinente et utile possible à la société, pour engager une profonde révolution écologique, répondre aux besoins sociaux. C'est le seul

moyen de financer et orienter, sur le long terme, un véritable « développement » de la société, c'est-à-dire tout autre chose que la croissance capitaliste.

PEUT-ON SE CONTENTER DE RÉGULER LA FINANCE ?

Nous ne sommes heureusement pas les seuls à dénoncer la dictature de la finance. Associations, syndicats, économistes militants exigent des mesures de régulation de la finance qui peuvent contraster avec la radicalité de notre programme. Faut-il pour autant les ignorer ?

Ces mesures visent pour l'essentiel à reconverter les financements vers l'économie réelle et le long terme, à imposer aux capitalistes de limiter et assumer leurs risques. Il s'agit par exemple d'interdire la spéculation sur les prix des actifs et les produits financiers toxiques (la titrisation, les Credit Default Swap-CDS). Imposer aux banques des fonds propres suffisants, la transparence sur les opérations, pour pouvoir réguler et soumettre à l'impôt, y compris en abolissant les paradis fiscaux. Limiter la volatilité des échanges d'actifs par une taxe sur les transactions financières. Limiter les rémunérations des cadres dirigeants et traders des groupes financiers, pour limiter l'intérêt personnel qu'ils trouvent à faire spéculer leur groupe. Réformer la politique de la BCE...

Au vu des pratiques prédatrices et dangereuses des financiers, ces mesures relèvent de l'évidence. Qu'aucun gouvernement ne les ait adoptées en dit long.

PEUT-ON FAIRE L'IMPASSE D'UNE PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE ?

Pourtant, sans remise en cause de la propriété privée du capital et de la liberté de son usage, de sa circulation, de ses placements, ces mesures risquent d'être illusoirs.

Que vaut par exemple la séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires, seul projet concret de Hollande ? Elle est censée empêcher les banquiers de spéculer avec les dépôts de la population, quitte ensuite à faire payer les risques aux déposants et à l'État obligé d'aller à leur rescousse ! Mais même ainsi séparées formellement, les banques ne le seront pas réellement du fait

Anticapitalisme

© Photothèque Rouge / JMB

de multiples liens de crédit et de participations entre elles. Lehman Brothers, dont la faillite ébranla tout le système financier mondial, était une « simple » banque d'affaires... La séparation est une fausse solution, si on laisse aux capitalistes le libre usage de leurs capitaux.

Surtout, il faut entendre les financiers eux-mêmes : si vous nous réglez au point d'abaisser notre rentabilité et de nous renvoyer à nos propres risques, alors nous ferons la grève de l'investissement. Nous prêterons moins aux particuliers et aux entreprises. Chantage odieux mais bien réel. Il faut donc les prendre au mot. Il ne peut pas suffire de réguler la finance. Il faut en prendre le contrôle et la retirer des mains privées.



DÉSACCORDS AVEC LE FRONT DE GAUCHE ET NÉCESSAIRE UNITÉ

Le Front de Gauche veut « taxer les profits et la spéculation » et « mettre au pas la finance ». Mais derrière une dénonciation juste et virulente, le programme officiel est beaucoup plus modéré. Le problème de la propriété privée du capital est soigneusement contourné. Le FdG exige non l'annulation de la dette, mais son financement par la BCE. De même, il exige non la socialisation des banques, mais des mesures de régulation pour les banques privées aux côtés de la constitution d'un « pôle public bancaire ». Mais la coexistence du privé et du public dans la finance mène à une forme de socialisation des pertes (l'État financerait les investissements de long terme à la rentabilité incertaine) et de privatisation des profits (les investissements juteux et de court terme pour la finance privée), comme cela se fait dans le secteur de la santé. Surtout s'il n'y a pas de captation publique de l'épargne privée. On en revient toujours au même problème : la remise en cause ou non de la propriété privée et de la libre disposition et circulation des capitaux. Il est vrai que concrétiser ainsi (dégonfler?) le slogan « mettre au pas la finance » permet – notamment au PCF et à ses futurs députés ! – de se rapprocher de François Hollande, qui lui veut établir « une banque publique d'investissement pour permettre aux PME et aux territoires d'accéder au crédit ».

Il n'empêche que ces calculs-là ne sont pas ceux des militants et citoyens qui pensent avec raison qu'il faut mettre au pas la finance, sans avoir de religion sur les moyens. Or, ce qui est sûr pour nous tous, c'est que les salariés, les retraités, l'immense majorité de la population n'a pas à payer pour enrichir les capitalistes, responsables de la crise actuelle. Le premier pas

indispensable pour combattre ce système, c'est justement couper le robinet qui l'alimente : refuser toute austérité, de droite ou de gauche, suspendre immédiatement le paiement des intérêts de la dette, confisquer les dividendes pour augmenter les salaires, réimposer lourdement les riches. C'est l'axe des mobilisations à construire tous ensemble. □

Est-il vraiment possible d'exproprier les banques ?

« Spoliation ! » clameront les actionnaires des banques réquisitionnées ! Oui... et alors ? Ce serait un juste retour des choses. Les banques françaises étaient globalement nationalisées jusqu'en 1986. L'État les a rendues rentables, puis les a vendues en Bourse au rabais. Depuis 30 ans la dette publique a gonflé et servi de poule aux œufs d'or aux rentiers. Depuis 2008, l'État français a apporté sa garantie publique (pour 320 milliards d'euros) aux banques, fragilisé sa signature et doit finalement payer des taux d'intérêts plus élevés... à ces mêmes banques. Enfin, la BCE (l'autorité publique) prête à 1% aux banques de l'argent avec lequel elles spéculent, et qu'elles prêtent... aux États (toujours l'autorité publique) à des taux bien supérieurs ! Soit 30 ans de spoliation de la population au profit des actionnaires des groupes financiers. Exproprions donc les expropriateurs.

Impossible, car les États seraient impuissants ? Au contraire. Si l'État cessait de mener une politique ultra-volontariste pour saigner les populations afin de servir la dette et rassurer les marchés, les groupes financiers seraient en faillite. L'État n'aurait plus qu'à les nationaliser et (respectons les formes !) pourrait les payer un euro symbolique.

Il s'agit donc de prendre acte de cette perfusion incessante de l'État au service des banques. Elles vivent au crochet de la société ? Alors qu'elles soient contrôlées par elle et ne profitent qu'à elle.

La campagne aux portes des

La visite des usines est devenue une étape incontournable pour tous les candidats à l'élection présidentielle.

Cette situation marque un retour de la question sociale et pose la question de la représentation de tous les exploités.

J'usqu'aux terribles événements de Toulouse et de Montauban, les usines et les ouvrierEs étaient les invitéEs, quelque peu surprise, de cette campagne présidentielle. Les dernières campagnes avaient en grande partie été polarisées par la situation dans les

banlieues, l'immigration et l'insécurité, sur fond d'amalgames tout à fait nauséabonds. A contrario, ces dernières semaines, tous les candidats s'obligent à faire le tour des entreprises pour y rencontrer les travailleurEs en lutte le plus souvent pour le maintien de l'emploi et/ou contre la fermeture de l'entreprise.

La bataille pour l'électorat « ouvrier » est d'autant plus compliquée que deux de ses caractéristiques essentielles sont l'absentéisme et son aspect volatil. Au-delà de l'aspect numérique, c'est le « retour » de la visibilité sociale et politique de la classe ouvrière qui est ainsi reconnu.

LE RETOUR DE LA QUESTION SOCIALE

Les mobilisations de ces derniers mois et plus particulièrement de ces dernières semaines sont exceptionnelles à l'approche

d'échéances électorales. C'est parce que les luttes autour de la question de l'emploi sont les plus nombreuses et les plus visibles qu'elles sollicitent l'attention des « politiques ». Elles posent en effet deux questions essentielles. D'une part, les choix de production, c'est-à-dire la satisfaction des besoins sociaux, écologiquement supportables, prenant en compte une organisation de la production compatible avec la santé et la sécurité au travail, le tout démocratiquement déterminé, contre la dictature des marchés et la loi du profit¹. D'autre part, la propriété des moyens de production, d'échange, de gestion, car dans chaque lutte pour l'emploi progressent les idées de la légitimité de l'appartenance de ces outils à ceux qui produisent toutes les richesses et leur capacité à autogérer l'ensemble de ces activités.

© Photothèque Rouge / CG

*Celui qui lutte peut perdre,
mais celui qui ne lutte pas
a déjà perdu*

*Celui qui lutte peut perdre,
mais celui qui ne lutte pas
a déjà perdu*

usines

PAR ROBERT PELLETIER

En effet, la classe ouvrière était largement devenue invisible sous l'effet de trois évolutions intimement liées : la restructuration de la production, la progression des offensives patronales et la perte de légitimité des alternatives « ouvrières » (socialisme et communisme).

Aux divisions traditionnelles (hommes/femmes ; Français/immigrés) se sont ajoutées à partir de la fin des années 1960, la vaste entreprise de restructuration de l'appareil productif qui a permis au patronat de morceler le salariat plus avant. Parallèlement, les gouvernements successifs ont légiféré sur de nouveaux statuts (CDD, intérim, auto-entrepreneurs...) qui ont accru l'atomisation du salariat. Cette évolution correspond à la longue série des mobilisations sans victoires, voire avec des défaites, inscrites dans le cadre de la progression régulière et systémique du chômage. Le tout chapeauté par une victoire idéologique fondée sur le sinistre bilan du « socialisme réellement existant », accélérant un affaiblissement des organisations « ouvrières » qui tout en assurant mal la défense immédiate des intérêts de la « classe » maintenaient des références politiques alternatives au capitalisme.

QUELLE REPRÉSENTATION DES EXPLOITÉÉS ?

Pourtant, les ouvrierEs au sens strict forment près du quart de la population active, un homme sur trois ayant un emploi est ouvrier. Ces ouvrierEs partagent la même place dans l'organisation de la production et les mêmes conditions d'existence que les employéEs, majoritairement constituéEs de femmes cantonnées elles aussi à des métiers d'exécution dans le commerce, la santé, le système éducatif, les administrations. Une travailleuse sur deux est une employée. Ces salariéEs forment le vaste ensemble que l'on devrait nommer « prolétariat », représentant 55% de la population active. L'invisibilité du prolétariat est le résultat de l'affaiblissement de ses capacités de lutte, de présence et de mobilisation des organisations syndicales. Cela s'est aggravé avec l'effondrement de sa principale représentation politique, matérialisé par le passage du PCF aux élections présidentielles des 21% de Duclos en 1969 aux moins de 2% de Marie-Georges Buffet. C'est ainsi qu'on

en est arrivé à une quasi-absence de présence « ouvrière » dans l'ensemble des institutions – prétendument représentatives et démocratiques – de la République. Aussi insupportable que la faible présence des femmes ou des citoyenNEs issues de l'immigration. L'ensemble de la représentation institutionnelle est ainsi accaparé par les catégories sociales détentrices des pouvoirs économiques, médiatiques et productrices de l'idéologie dominante. Cette mise à l'écart violente explique pour partie les violences sociales récurrentes de ces dernières années : révoltes des « banlieues », violence dans certaines luttes ouvrières (New Fabris, Continental) par lesquelles les exploitéEs lancent ce défi : « puisque nous ne sommes représentéEs nulle part, puisque personne ne nous écoute, faisons-nous entendre ! »

UNE ALTERNATIVE BÂTIE DANS LES URNES OU DANS LES LUTTES ?

Si les prétentions de Sarkozy, Bayrou ou Hollande à représenter ces « classes dangereuses » ne sont qu'enfumage, les projets des autres candidats sont, sur cette question, plus significatifs. Pour Le Pen, il s'agit d'une tentative de retournement de la violence sociale contre ceux qui la subissent déjà : plus de flics, plus d'expulsions, moins de syndicalisme, moins de grèves, refus de prise en charge de l'avortement, etc. Voie redoutable qui se construit pour beaucoup sur les renoncements de ceux qui sont censés défendre les intérêts des oppriméEs. Les renoncements de l'après-1981 ont largement construit l'idée que « la gauche et la droite, c'est pareil » et cautionné ainsi les solutions simplistes et radicales de l'extrême droite.

Le projet politique du Front de Gauche est, par construction même de ce « front », complexe. Dans un contexte de détérioration du rapport de forces au détriment de la classe « ouvrière », le développement d'un courant réformiste est le reflet de cette détérioration : Mélenchon (à ce jour) siphonne les voix qui s'étaient portées précédemment sur le PCF, LO, la LCR/NPA. Dans un contexte de montée des luttes et des mobilisations, ce développement en serait le reflet positif et provisoire. La situation d'aujourd'hui est un mélange des deux : il existe des luttes ouvrières, des ré-

sistances mais elles sont faibles, avec des difficultés à construire un rapport de forces gagnant et des perspectives politiques à la hauteur de la situation. Cela explique que l'on retrouve dans ce front les membres de l'appareil syndical CGT qui appelaient au référendum en pleine montée de la mobilisation sur les retraites et des militants combatifs qui cherchent un débouché politique comme alternative au blocage et aux échecs des mobilisations sociales.

Lutte ouvrière, de son côté, continue de défendre et de mettre en œuvre une orientation fondée sur un pessimisme social et politique. Cela explique tout à la fois qu'ils aient trouvé « refuge » dans les institutions municipales en passant des accords avec les différents courants de la gauche institutionnelle, comme le fait qu'ils présentent aujourd'hui « une candidate communiste » dont la campagne peut paraître par moments atemporelle.

Le projet du NPA s'inscrit dans la logique de (re)construction du mouvement ouvrier, en rupture avec les projets précédents de la LCR, centrés sur une recomposition. L'enthousiasme né des luttes de 1995 et du « Non » au référendum n'a pas suffi à transformer le rapport de forces dans le cadre des difficultés pointées existantes. Mais les difficultés rencontrées n'invalident pas un projet qui doit continuer à s'appuyer sur deux piliers : une implantation solide dans la classe ouvrière et une orientation politique indépendante de tous les réformismes, marquant une défiance permanente par rapport à l'ensemble des institutions de l'État bourgeois.

C'est bien la voie choisie par la présentation d'un ouvrier candidat, non pas pour sa dimension sociologique, mais pour le projet politique dont est porteuse notre classe. Sous sa double dimension : productrice des richesses, elle a toute la légitimité pour en prendre collectivement possession ; sa capacité de mobilisation, d'auto-organisation en fait la candidate à l'appropriation collective du pouvoir politique, de l'autogestion de l'ensemble de la société. Si, comme disait Lénine, « chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État », pourquoi un travailleur de l'automobile ne serait-il pas le représentant de ce projet ? □

1. Sur cette question, voir l'article de Christine Poupin, « Produire autrement », *Tout est à nous ! la revue*, n° 30, mars 2012

L'Europe, une question qui

Le débat sur l'Europe est incontournable, il s'impose dans la campagne et donne lieu à bien des contorsions, tant à droite qu'à gauche, entre Europe et nationalisme. Le mythe d'une Europe protectrice face à la mondialisation et à la crise s'est effondré. Elle apparaît aux yeux du plus grand nombre comme responsable du recul social, de l'austérité. Et c'est bien en luttant contre cette austérité et toutes les régressions sociales avec tout ceux qui résistent aujourd'hui que naîtra une nouvelle Europe démocratique des travailleurs et des peuples !

Face au mécontentement grandissant des peuples, les politiciens, fervents défenseurs du traité de Lisbonne, cherchent une autre façon de faire... illusion. Nos illusionnistes tentent de défendre à la fois l'Europe et la nation dans une grande cacophonie. Sarkozy est sans aucun doute un des plus talentueux pour dire une chose et son contraire. Le culot et le cynisme ont chez lui valeur d'argument. Ainsi veut-il «*réconcilier la France du oui et la France du non*» ! Le président candidat a trouvé la solution en combinant ses prétentions à imposer la règle d'or de l'austérité à la dénonciation de l'Europe de Schengen au nom de la lutte contre l'immigration en flatant les préjugés xénophobes. Sarkozy menace de se retirer des accords de Schengen pour se replier sur les frontières nationales. L'Europe de «*la libre circulation dans l'UE est un bien précieux [...] et l'une de [ses] réalisations les plus concrètes*» répondait un porte-parole du gouvernement Merkel à Sarkozy. Cette Europe n'a jamais réellement existé, et aujourd'hui l'austérité généralisée associée aux tentations de repli national lui donne un visage bien loin des prétentions progressistes, un visage réactionnaire, celui de l'Europe du chômage et de la précarité, l'Europe de la régression sociale et démocratique.

NON À LA RATIFICATION DE LA RÈGLE D'OR !

Face à la crise de la dette publique qui, partie de Grèce, se répand à toute l'Europe malade, Sarkozy et Merkel ont engagé une offensive pour faire subir à l'ensemble des

peuples de l'Union européenne un traitement drastique. Pour cela, ils ont mis en place le Mécanisme européen de stabilité (MES) adopté le 30 janvier 2012, et le TSCG dit aussi «*pacte budgétaire*», le «*Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire*», signé lors du Conseil européen des 1^{er} et 2 mars, par les chefs d'État et de gouvernement. Il devra être ratifié d'ici l'été par les différents États membres.

Le MES sera, comme le FMI, une institution financière internationale et prêtera donc des fonds aux États. Sa mise en fonction est directement conditionnée à celle du TSCG qui veillera à l'application de la règle d'or de l'austérité. Aux 60% du PIB, montant maximum de la dette publique autorisée, aux 3% du PIB, maximum autorisé de déficit budgétaire, va se rajouter cette fameuse «*règle d'or*», qui indique que «*le budget général devra être équilibré ou en excédent*». Cette règle devra être intégrée «*par le biais de dispositions contraignantes et permanentes*». C'est la Commission européenne qui veillera à son application. Cette politique amplifie les effets de la crise de la dette. Dans une Europe où chaque pays est dépendant des autres, cette politique d'austérité généralisée ne peut mener qu'à la récession dont on enregistre les premiers symptômes. Cette récession conduira à une réduction des recettes fiscales qui aggravera les déficits. Un cycle infernal est ainsi mis en place qui conduit à une exacerbation des contradictions à l'œuvre et menace l'Europe capitaliste d'éclatement.

RENÉGOCIER LE TSCG ?

«*Le traité est signé, il n'est pas ratifié, il y a donc un espace de négociation*», prétend François Hollande. «*Je renégocierai le traité de discipline budgétaire non pas seulement pour la France, mais pour l'Europe tout entière*». Renégocier, mais dans quel but ? Il ne s'agit pas de remettre en cause le pacte budgétaire mais simplement de discuter d'un additif pour relancer la croissance. Relancer la croissance tout en se pliant aux politiques d'austérité ? Cela ressemble à un emplâtre sur une jambe de bois à partir du moment où Hollande ne cesse de donner des gages de sa volonté de respecter la discipline du nouveau traité européen.

Par ailleurs, les gouvernements signataires de ce traité ont dit leur refus de

toute renégociation. «*Je ne serai pas tout seul, parce qu'il y aura des alliés*», a répondu Hollande au Cirque d'hiver de Paris lors d'un séminaire, «*Renaissance pour l'Europe*», auquel participaient ses amis socialistes européens. Ces derniers lui ont apporté un timide soutien. «*Si le mouvement se lève en France, il sera irréversible dans toute l'Union européenne*» s'est exclamé François Hollande. Sauf que l'on ne voit pas ce pourraient faire les socialistes au pouvoir à partir du moment où, comme l'ont fait Papandréou en Grèce ou Zapatero en Espagne, ils se plient aux exigences des banques, des financiers et des multinationales. Pour eux, relancer la croissance n'a qu'un sens, comme pour la droite : augmenter la compétitivité sur le dos des salariés et de la population. Une impasse.

RÉFORMER LES TRAITÉS EUROPÉENS ?

Jean-Luc Mélenchon qui, en 2005, avait appelé à voter non au référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE), entend, lui, remettre en cause le traité de Lisbonne et dénoncer le Pacte budgétaire. Il veut réformer les traités en vue d'une «*autre Europe*» fondée sur un «*socle populaire, social et solidaire*». Il plaide pour une régulation économique et financière à l'échelle européenne par une réforme de la BCE qui doit être «*contrôlée démocratiquement*» et «*doit prêter directement à 1% aux États, ce qui éteindra la spéculation*».

Il s'oppose à la règle d'or budgétaire et souhaite «*imposer une autre politique monétaire : l'euro ne peut rester cette monnaie forte qui pénalise notre économie*». Sans oublier au passage d'entonner lui aussi la sinistre chanson du nationalisme : «*c'est la puissance économique dominante dirigée par les conservateurs allemands qui a donné le ton et les méthodes avec lesquelles les problèmes seraient réglés...*»

Cette démarche ambiguë voudrait éliminer les aspects les plus aberrants de la dictature de la finance mais elle reste impuissante, refusant de remettre radicalement en cause la domination des banques et de la finance. Une autre Europe ne peut se construire que sur le socle de l'expropriation des banques et la mise en place d'un service public bancaire sous le contrôle des peuples.

Le dérange

PAR YVAN LEMAITRE

LA SORTIE DE L'EURO OU LA DÉMAGOGIE CHAUVINE DE MARINE LE PEN

À la faveur de la crise et de la montée du mécontentement, comme de l'impuissance de la gauche, se développe à travers toute l'Europe un populisme d'extrême droite, un national populisme contre «une Europe qui se construit contre les peuples». Au nom de la souveraineté nationale présentée comme la vraie protection face à la mondialisation, Marine Le Pen défend la sortie de l'euro, l'héritage des valeurs chrétiennes contre l'immigration et les populations musulmanes, dénonce une Europe technocratique «totalitaire» qui s'oppose à l'Europe des peuples, une Europe «cheval de Troie» du mondialisme. Contre l'Europe cosmopolite, Le Pen rentre en croisade contre l'immigration. Cette mauvaise soupe pimentée de tous les préjugés réactionnaires flatte les frustrations et les peurs sans remettre en cause d'une quelconque manière les véritables responsables de la crise. Pariant sur l'effondrement de l'Europe, elle ne prépare pour les travailleurs et les classes populaires

qu'une prison pour les contraindre à se plier aux exigences des classes dominantes. Elle les divise, les dresse les uns contre les autres pour le plus grand profit de leurs exploités.

L'EUROPE, ARÈNE DES LUTTES DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Contre ces fossoyeurs de l'Europe, nous sommes avec ceux qui résistent, Indignés espagnols ou révoltés grecs, travailleurs de partout, pour rejeter l'austérité, les réformes libérales, la casse des salaires et des droits sociaux. Voilà un programme commun pour toute l'Europe! Ceux qui résistent aujourd'hui sont en train d'inventer une nouvelle Europe, qui naîtra en se débarrassant de la dictature du profit privé. En effet, l'Europe, dès le départ, n'a été conçue que comme un grand marché unifié pour les grandes entreprises industrielles et financières, à commencer par celles des pays les plus puissants, comme la France et l'Allemagne. Résultat? Le capitalisme européen nous rend malades des mêmes absurdités que partout

ailleurs dans le monde, à force d'écraser les salaires et de tout financiariser à outrance. L'Europe que nous voulons, c'est une Europe de la solidarité et de la coopération, une Europe démocratique des travailleurs et des peuples! Nous proposons «un plan d'urgence pour l'Europe». Une véritable Europe démocratique signifie pour chaque peuple le droit à sa langue, à sa culture, le droit de choisir ses institutions; c'est-à-dire, de façon générale, le droit de décider de son destin. Elle permettrait de planifier démocratiquement la production et les échanges avec le souci permanent de préserver la nature et l'environnement. Elle affirmerait l'égalité absolue entre les hommes et les femmes, l'égalité des droits des étrangers et le premier entre tous: le droit du sol! Nous continuerons à nous battre contre l'Europe forteresse pour la régularisation et le droit d'installation de tous les sans-papiers, l'égalité des droits sociaux et politiques. □

© Photothèque Rouge / Marc



Le racisme en campagne

PAR SYL20

Les drames de Toulouse et Montauban ont remis sur le devant de la scène les thématiques de l'insécurité, du terrorisme donnant lieu à une surenchère raciste entre Sarkozy et Le Pen. Le PS est tétanisé par la peur de voir ressortir l'accusation d'angélisme de la gauche et le Front de Gauche qui se déclare laïc ne manque pas de contradictions. Plus que jamais, il est nécessaire d'affirmer notre antiracisme.



À l'heure de la rédaction de cet article, les conséquences des tueries de Montauban et Toulouse ne sont pas encore mesurables en profondeur. Mais ce drame aura permis de jouer la partition de l'union nationale, reprise en chœur par les principaux candidats (prélude à celle autour de l'austérité), à l'exception de Mélenchon. Refusant, à raison, la bouffonnerie de la suspension de campagne, il ne refuse pas pour autant l'union nationale et la louange des forces de l'ordre.

Ce drame aura aussi permis un retour du fast-food sécuritaire à la sauce «antiterroriste» porté par Sarkozy selon le schéma connu : un drame, une loi. Tout comme la pédophilie, la consultation d'un site appelant au terrorisme serait punissable par la loi. Si un site peut être aisément caractérisé comme pédophile, on appréciera les discussions jésuitiques et les dérives que pourrait susciter l'appréciation de tel ou tel site à caractère politique. La séquestration d'un patron sera-t-elle considérée comme une pratique terroriste ?

Ce drame aura enfin permis à Marine le Pen, talonnée par Mélenchon dans les sondages, de lancer une attaque en deux temps. D'abord sur l'islamisme comme «*fascisme vert du XXI^e siècle*», contre lequel tous les musulmans devraient se lever... avec le FN ! C'est le temps de la formule fleurie et idéologique, du faux rassemblement qui impose aux musulmans de prouver qu'ils ne sont pas des barbus. Ensuite, sur les «*Mohamed Merah en puissance chez les enfants des milliers d'immigrés non assimilés*», c'est le temps de l'attaque directe, de l'amalgame et de la stigmatisation. Et dans ce domaine, elle n'est pas seule. Elle tente tout bonnement de reprendre la main après les sorties nauséabondes de Guéant, les provocations de Sarkozy affirmant qu'il souhaitait diviser par deux l'immigration, les attermolements de Hollande sur la question, incapable de prendre des positions à rebrousse-poil de celles de la droite.

Pour autant, la tentative des différents candidats de faire passer aux oubliettes l'urgence sociale en rallumant la peur de l'insécurité, n'est pas chose aisée. La question sociale s'impose par son urgence : le chômage est la principale préoccupation des Français, loin devant l'insécurité. Les campagnes de 2002 et 2007, particulièrement anxiogènes et policières, avaient été marquées par un reflux presque total des questions socio-économiques dans cette mystérieuse et angoissante «insécurité». A contrario, celle-ci voit «l'économie» dominer les débats, discours, mesures, éléments de langage, éditoriaux, articles et commentaires. En effet, la crise a imposé un fait, une certitude. Le danger réel à l'origine du mystérieux sentiment d'insécurité est désormais connu : une austérité jamais vue. L'insécurité est avant tout sociale. Impossible alors pour l'État et ses appareils de se limiter aux recettes (dépassées).

LA DROITE EN RECOMPOSITION

Les discours racistes et xénophobes ne sont pas de simples harangues. Sarkozy n'a pas fait que de l'affichage depuis 2002. Par des mesures, des lois et des circulaires, la situation s'est réellement durcie sur tous les fronts. Dans le même temps, la «décomplexion» organisée a des effets dévastateurs à moyen et long terme. Mais surtout, le sécuritaire-identitaire se donne aujourd'hui pour ce qu'il est : une pratique de division de la classe ouvrière. Concrètement, les problèmes socio-économiques sont mis en lien avec les «questions» de l'immigration, des valeurs, de République ou de la laïcité dans une «analyse» des problèmes, largement partagée et assénée. Sans éclipser le tout-puissant «coût du travail», le sécuritaire-identitaire explique et résout de plus en plus le socio-économique. L'accentuation, l'accélération et la banalisation des raccourcis est inquiétante.

D'un point de vue immédiatement politique et programmatique, cela revient à la reprise

par la droite sarkoziste du discours de base du FN qui se garde de le tenir, pour l'instant, avec la grossièreté et la vulgarité passée. Cure de « respectabilité » oblige. Troublante campagne : l'extrême droite tente sa mue et axe son discours sur les questions sociales, bien qu'elles soient expliquées-résolues de manière nationaliste et chauvine. La droite sarkoziste, aux abois électoraux immédiats, mais en pleine manœuvre de moyen terme, se radicalise et ratisse sur les terres du FN, homogénéisant son discours avec celui de l'extrême droite. La Droite populaire travaille quant à elle à la recomposition à venir. Il faut certes à Sarkozy trouver les moyens, alors qu'il est honni, de tenter de se faire réélire. Marine Le Pen montait il y a quelques semaines dans les sondages ? Sarkozy tente à nouveau de siphonner ses voix comme en 2007 en chassant sur ses terres. Ironiquement, c'est la droite sarkoziste qui procède à des sorties et provocations, à la manière de Le Pen père, alors même que cette voie est considérée comme bouchée par Le Pen fille. Car ce sont bien les porte-flingues de Sarkozy qui labourent le terrain depuis cinq ans, à coup de dérapages tellement contrôlés qu'ils deviennent de pures et simples provocations frontales. Bref, *la lepénisation des esprits* est assumée et banalisée par de larges fractions de la droite. Un saut qualitatif est en train de s'opérer.

LA GAUCHE ET SES CONTRADICTIONS

Aujourd'hui, le PS, en tant que parti, est suiviste sur les questions de racisme, pétrifié à l'idée que son « angélisme sécuritaire » lui fasse perdre des voix. Ce suivisme est souvent poussif et honteux (10 000 policiers de plus en 2012, union nationale pleurnicharde), parfois zélé et confusionniste (Manuel Valls), exceptionnellement conséquent (le transfuge Besson). Le résultat objectif et logique de ce suivisme est un silence assourdissant et un désarmement total face aux attaques de la droite et de l'extrême droite. Même sur ce plan, hier porteur, le PS ne représente plus grand chose comme force d'organisation et ne cherche même plus à faire de l'affichage. SOS Racisme est une structure riche d'argent, de relais associatifs et institutionnels, mais discréditée dans les quartiers et inaudible à une échelle de masse. Le PS est aussi complice que l'UMP des 30 ans d'empilage et de durcissement législatif sur les questions migratoires. Le FdG, quant à lui, est l'héritier des contradictions d'une large fraction du mouvement ouvrier français sur la nation, la République

et la laïcité. Elles n'ont pas été dépassées, pour d'évidentes raisons, par les partis réformistes et staliniens du XX^e siècle. Elles sont aujourd'hui caricaturées par le profil et le pedigree politique de Mélenchon.

POUR UN ANTIRACISME CONSÉQUENT

Face à la gravité de la crise, la droite extrême tente de se présenter comme une solution crédible. Si rien n'est joué, aujourd'hui, Hollande est donné gagnant. La droite imagine donc la suite. La bride lâchée par sa position d'opposante, laissant le gouvernement « Hollandréou » se suicider sur l'autel de l'austérité, elle pourrait se poser dès après les élections comme une solution de rechange au social-libéralisme, sans attendre 2017. Dans la période, des mouvements et troubles sociaux majeurs rendraient des législatives anticipées tout à fait possibles. D'ailleurs, Mélenchon s'inscrit dans cette stratégie de moyen terme : être l'alternative institutionnelle de gauche à la mort annoncée du social-libéralisme. La campagne de Philippe Poutou et toute l'activité du NPA doivent donc incarner un antiracisme conséquent, en tant qu'il est inséparable de notre projet anticapitaliste. On ne combat pas le capitalisme sans combattre le racisme et inversement. Si l'on ne dépasse pas le capitalisme en appelant à son abolition, on ne combat pas plus le racisme en le dénonçant moralement ni même en l'analysant comme simple illusion et diversion aux problèmes de classe. Car d'illusion et de diversion, l'on n'aurait alors jamais connu d'aussi tangibles et mortelles... Pour les sans-papiers ou les habitants des quartiers populaires, le racisme est une réalité sociale car il est un rapport social qui s'intrique au rapport de classe. Il en est une forme phénoménale et non un masque. Concrètement, le NPA se bat contre toutes les formes de discrimination, pour l'égalité de tous les droits sociaux et politiques des immigrés, français ou pas, en situation régulière ou pas. Pour nous, cette égalité n'est pas une étape, encore moins un combat platement démocratique ou progressiste, mais bien un pilier de notre combat pour l'unité de la classe. Elle est immédiatement appropriable par les victimes du racisme, tout en étant intolérable par le capitalisme pour qui la division des exploités est vitale. Nous devons soutenir et favoriser l'auto-organisation des victimes du racisme de telle sorte que leur combat rejoigne le nôtre, celui de l'émancipation du genre humain dans le socialisme. ▣

© Photothèque Rouge /Romain Hingant



Ni protectionnisme ni mondialisation capitaliste

PAR HENRI WILNO

Avec la crise, on assiste à un surgissement des discours protectionnistes de droite et de gauche. On ne peut nier le désarroi face aux délocalisations qui renforce l'écoute dont bénéficie Marine Le Pen et qui a fait en partie le succès d'Arnaud Montebourg. Mais, toute position progressiste sur les échanges internationaux suppose de tenir compte d'une double réalité : les travailleurs, au Nord et au Sud, ont des intérêts différents de ceux de leur bourgeoisie ; les pays du Nord, qui dominent encore largement l'économie mondiale, n'ont aucun droit de dicter aux pays du Sud les conditions de leur développement. D'ailleurs, l'industrialisation du Sud (malgré des formes souvent barbares) est un fait très positif.

© Photothèque Rouge /CG

Marx dans son «*Discours sur la question du libre-échange*» de 1848¹ rejette le protectionnisme

tout en notant l'impact destructeur du libre-échange. Il montre comment les productions se déplacent d'une zone à l'autre en fonction des coûts relatifs de production, souligne les inégalités entre pays et l'importance stratégique de certaines branches industrielles.

Tout en refusant toute solidarité avec les patronats, il convient bien de ne pas négliger les conséquences concrètes du libre-échange :

□ Impact sur l'emploi et les salaires dans les pays du Nord. Sans exagérer l'importance de la mondialisation – ce qui pèse fondamentalement, c'est la course effrénée du capital aux gains de productivité – le libre-échange intégral, promu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en rajoute en mettant en concurrence les salariés à l'échelle du monde.

□ La pression sur les salaires est forte aussi dans les pays du Sud. La menace de déplacement des productions vers des zones où les conditions de travail sont plus dures ou les rémunérations plus faibles, est permanente. Ainsi, le *Figaro* du 16 février 2012² note que «*la flambée des salaires chinois se poursuit : suite à des grèves, ils s'échelonnent entre 180 et 300 euros par mois. C'est autant qu'en Biélorussie et plus qu'en Tunisie (160 euros) et à Madagascar (50 euros). De plus en plus de marques, comme Petit Bateau, Etam ou Celio, s'approvisionnent dans cette île... Le Bangladesh, où le*

salaires moyen s'élève à seulement 80 euros, s'impose comme le deuxième fournisseur de la France».

□ La mondialisation productive s'accompagne de mouvements massifs de produits industriels et agricoles, pour une part complètement indépendants des dotations naturelles des pays, aux effets écologiques néfastes.

L'altermondialiste Thomas Coutrot résume ainsi le dilemme actuel auquel sont confrontés les internationalistes³ : «*Le libre-échange n'est pas soutenable socialement [...]. Il n'est pas soutenable écologiquement – parce qu'il favorise l'explosion du volume de marchandises transportées, et donc de gaz à effet de serre. Il n'est pas soutenable démocratiquement, car – couplé à la libre circulation des capitaux – il prive les élus du peuple de presque tout pouvoir de décision en matière économique.*

En même temps, le protectionnisme est par définition unilatéral et conflictuel : il «protège» d'un ennemi extérieur. Il encourage le nationalisme, les guerres commerciales [...]. Pour le mouvement social international, s'engager dans des revendications protectionnistes, Nord contre Sud, serait un suicide programmé.»

Comme le disait Jaurès «*Le socialisme, c'est-à-dire l'organisation sociale de la production et de l'échange exclut, à la fois, et la protection qui ne peut guère profiter aujourd'hui qu'à la minorité des grands possédants, et le libre-échange, qui est la forme internationale de l'anarchie économique.*»⁴

METTRE AU PREMIER PLAN LA QUESTION DE LA LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX

Le débat électoral français se focalise sur le commerce avec les pays à bas salaires et, dans ce cadre, sur les importations et les délocalisations. Les propositions faites comportent surtout des mesures visant à «réguler» le commerce avec les pays accusés de faire du dumping social et environnemental. Ces propositions oublient souvent que les exportations de la Chine sont la plupart du temps des exportations de «nos» multinationales implantées là-bas. L'accent mis sur les échanges de marchandises reflète les préoccupations immédiates des salariés de l'industrie soumis au chantage patronal sur la concurrence des pays à bas salaires. Mais elle correspond aussi, soit à une analyse erronée, soit à une volonté de dissimuler un obstacle fondamental à toute politique de transformation sociale : la liberté de circulation des capitaux. C'est bien là pourtant l'essentiel.

Les mouvements internationaux de capitaux ont été libéralisés par les États depuis les années 1980 et se sont considérablement développés. Ils ne correspondent que pour une faible part à des mouvements réels de marchandises. Ils ont un rôle majeur pour justifier les politiques d'austérité à travers la spéculation sur la dette internationale et les monnaies.

Les mouvements de capitaux doivent donc être strictement contrôlés et les opérations spéculatives interdites. C'est le sens du soutien du NPA à la taxe «Tobin» qui doit en fait s'insérer dans un ensemble de



d'interdiction des licenciements et de réduction du temps de travail.

RÉFLÉCHIR À UNE AUTRE ORGANISATION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX, EN VUE DE RÉDUIRE L'ANARCHIE CAPITALISTE ET SON IMPACT ÉCOLOGIQUE

Sans nostalgie des petites régions vivant quasiment en vase clos ou d'États nationaux environnés de barrières, l'échange international est une nécessité qui sous le capitalisme est porteur de dommages sociaux et écologiques. De nombreuses marchandises font des kilomètres inutiles et néfastes pour l'environnement, entre les États mais aussi à l'intérieur des États. Il y a là matière à réflexion mais les mesures préconisées ne doivent pas avoir pour visée de brimer l'industrialisation du Sud, même sous des prétextes nobles (droits sociaux, écologie). Elles doivent donc être symétriques.

C'est l'intérêt de la proposition de taxe kilométrique, payable par l'acheteur pour chaque kilomètre parcouru par une marchandise. Une tonne de chemises chinoises arrivant à Paris serait taxée au même niveau (en%) qu'un moteur d'avion français arrivant en Chine. Des taux différenciés pourraient être envisagés selon les secteurs, selon les partenaires, selon le caractère plus ou moins utile de l'échange international.

À plus long terme, un «gouvernement des travailleurs» (au niveau français ou de préférence européen) protégerait les nouvelles conquêtes sociales et chercherait à jeter les bases d'une autre organisation du monde. Ainsi, pourraient être prises des mesures d'encadrement du commerce extérieur reposant sur des accords bilatéraux avec les pays tiers. La planification de l'économie n'implique pas l'autarcie pour la zone économique où elle commencerait. Bien au contraire, elle chercherait à développer des rapports d'échanges, premier pas pour organiser la coopération des peuples. □

1. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1848/01/km18480107.htm>
2. «Vêtement : les marques s'émancipent de la Chine»
3. Thomas Coutrot, «Jalons vers un monde possible», *Le bord de l'eau*, 2010.
4. «Jaurès, le protectionnisme et la mondialisation», Alain Chatriot, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111006_Jaures-protectionnisme.pdf

mesures de contrôle strict des mouvements de capitaux (y compris la socialisation totale du système bancaire).

QUELLES POSITIONS PAR RAPPORT AUX DÉLOCALISATIONS ?

Le protectionnisme crée une fausse solidarité entre ouvriers et patrons et présente les travailleurs des autres pays comme des adversaires. C'était le sens de notre refus du «*Produisons français*» du PCF, de nouveau en vogue.

La course à la productivité entraîne de nombreuses suppressions d'emplois industriels. Les délocalisations ne concernent pas que les pays à bas salaires. Les délocalisations et les échanges avec les pays du «Sud» donc sont loin d'expliquer l'ensemble des pertes d'emplois industriels : selon une des estimations disponibles, le nombre d'emplois industriels perdus en France entre 1970 à 2002 du fait des échanges avec les pays du Sud correspondrait à environ 15% de la diminution totale de l'emploi industriel. Cette part est certes plus élevée dans certains secteurs (textiles, chaussures...) surtout si on tient compte des importations à faible prix réalisées par l'entremise des chaînes de distribution. La «désindustrialisation» de la France et les déséquilibres accrus du commerce extérieur renvoient aussi à des faiblesses du tissu industriel français, elles-mêmes reliées à des choix de l'État et du patronat marqués par une logique de court terme en lien avec la pression des actionnaires. Pour ce qui est de l'ensemble de l'économie (pas seulement l'industrie) et de

tous les échanges commerciaux, l'internationalisation serait responsable de la perte d'environ 36 000 emplois par an entre 2000 et 2005, soit, en moyenne, 29% des destructions d'emplois, dans les branches où l'emploi décroît. Mais par ailleurs, l'internationalisation entraînerait aussi des gains d'emplois en nombre équivalent (mais ce ne sont pas les mêmes et cela n'allège pas les conséquences sociales pour ceux qui subissent les réductions d'emplois).

Il n'en reste pas moins que les délocalisations existent et touchent particulièrement l'industrie. Il faut donc en combattre les conséquences sur l'emploi, en les combinant à des propositions qui puissent faire le lien avec d'autres entreprises subissant des réductions ou des transferts d'activités, et les salariés victimes de licenciements en général. Au-delà de propositions locales, définies par les salariés concernés eux-mêmes, il faut avancer :

- Le remboursement de toutes les aides perçues par les entreprises alors qu'elles ont réalisé des profits qui leur permettent de délocaliser (celles concernant l'établissement délocalisé mais aussi l'ensemble de l'entreprise ou du groupe) ;

- La poursuite de l'activité sous contrôle des salariés, en lien avec l'État et les collectivités locales concernées, des établissements victimes de délocalisations (comme de tous ceux qui subissent des décisions de réduction d'activités inspirées par le critère du profit maximum).

- L'opposition aux délocalisations responsables de licenciements combine le refus de ces opérations avec les mots d'ordre

DROITS DES FEMMES

Mélenchon, Joly, Hollande et...

À la veille du 8 mars, journée internationale des luttes de femmes, la plupart des candidatEs développaient leurs propositions en faveur de l'égalité femmes-hommes.

L'électorat féminin reste toujours un enjeu électoral important. Pourtant on constate depuis cette date un grand silence, du moins au niveau des grands médias. Il faut donc chercher sur Internet pour trouver les propositions et ce n'est pas toujours très simple.

Repartons de ce meeting parisien organisé le 7 mars par les «féministes en mouvement», collectif unitaire créé en juin 2011, à l'initiative d'Osez le féminisme, association proche de la «gauche» du PS, à l'initiative de la campagne contre la complaisance des politiciens et des médias à l'égard de DSK et le mépris affiché à l'égard de la victime présumée Nafissatou Diallo en 2011.

Plus de 1000 personnes au Cabaret La Cigale à Paris et des dizaines d'autres contraintes de rester dehors faute de place, pour écouter les candidatEs.

À part la droite qui n'avait pas daigné se déplacer, tous les candidats de la gauche (ou presque) étaient là et la confrontation était digne d'intérêt.

MÉLENCHON POUR DES MESURES FÉMINISTES ET LUTTE DE CLASSE !

Le premier à se présenter est J.-L. Mélenchon, très à l'aise pour développer une partie de son programme concernant l'égalité entre femmes et hommes. La veille à Rouen où il a rassemblé 15 000 personnes, il a déjà consacré une grande partie de son discours à ce thème. La première question d'Osez le Féminisme porte sur la création d'un ministère des Droits des femmes. Il y est favorable mais insiste sur l'importance de la volonté politique d'un gouvernement de faire avancer cette question. Pour lui, ce n'est pas l'essentiel car il se propose, en tant que nouveau président, de prendre son stylo et de

décréter tout simplement la hausse du Smic à 1 700 euros, or les femmes seraient les premières à en bénéficier, car elles sont les plus nombreuses parmi la population précarisée et à bas salaire. C'est comme une «question de classe» que Mélenchon aborde l'oppression des femmes. Si les femmes sont si mal traitées, c'est d'abord parce qu'elles sont partie prenante de cette classe exploitée. Il s'en prendra au Front national qui met en cause le remboursement de l'IVG et parle «d'IVG de confort» ou propose tout simplement un salaire «parental» destiné à encourager le retour au foyer des femmes. À la question de savoir s'il acceptera de participer à un gouvernement de gauche avec le PS pour mettre en pratique ses propositions, il répond non, car une orientation qui proposerait une politique d'austérité, fut-elle de «gauche», serait contraire à son orientation.

En toute objectivité, le programme du Front de Gauche est le plus détaillé concernant l'égalité femmes-hommes. Sur ce plan, il partage la plupart des revendications de la gauche radicale : égalité professionnelle, hausse du Smic, réduction du temps de travail avec embauche correspondante ; contre le travail précaire et le temps partiel imposé, «le CDI doit être la règle» ; «revaloriser les métiers féminisés» ; régularisation des travailleuses sans papiers ; un statut d'autonomie pour les femmes migrantes ; créer dans chaque entreprise une commission «avec obligation de résultat, chargée de contrôler l'égalité véritable des femmes sur tous les plans ; retour de la retraite à 60 ans à taux plein, avec l'abrogation de la réforme Woerth, des lois Fillon et des décrets Balladur-Veil». Concernant la petite enfance, le Front de Gauche se prononce pour «un vaste plan crèches» avec la création de 500 000 places publiques d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans et l'institution «d'un droit à l'accueil gratuit des jeunes enfants par un personnel qualifié et la création d'un service public unique d'accueil de la petite enfance» ; contre la perte d'autonomie, le Front de Gauche défend «la création d'un service public pour le 3^e et 4^e âge réparti sur tout le territoire».

Concernant le droit à l'IVG et à la contraception ou le droit d'accoucher dans de bonnes conditions, il propose notamment

«d'instaurer le remboursement de tous les moyens de contraception et de faire respecter l'application de la loi : un centre IVG dans chaque hôpital», «de restaurer une offre de soins de proximité en ouvrant des maternités accessibles dans tous les départements», d'abroger la loi HPST, les ARS et la tarification à l'activité, etc.

Le Front de Gauche se déclare également en faveur d'une série de mesures pour assurer l'égalité des droits devant l'union et la parentalité, quelle que soit l'orientation sexuelle et de la reconnaissance des droits pour les «trans».

Contre les violences faites aux femmes, il soutient les propositions des associations du mouvement féministe pour une loi-cadre, la régularisation ou le statut de réfugié pour toutes les femmes étrangères victimes de violences et pour celles qui demandent un droit d'asile parce qu'elles subissent des violences «sexistes, sexuelles et lesbophobes».

Enfin, il se prononce pour l'abolition de la prostitution et pour des mesures de prévention et une politique «alternative» à la prostitution ; pour l'abrogation du délit de racolage et la mise en œuvre d'une politique de pénalisation du client.

Contrairement à d'autres, le Front de Gauche explicite son programme en matière de laïcité. «Nous réaffirmons le bien-fondé et l'actualité de la loi de 1905 sur la laïcité. Toutes les modifications ultérieures [...] seront abrogées. Pour nous cette loi fondamentale de la République a vocation à s'appliquer à tout le territoire national». Réaffirmant tout financement des religions par des fonds publics, il refuse «tout reconnaissance publique des religions», formulation très ambiguë.

Le NPA est globalement d'accord avec l'ensemble de ces propositions, sauf sur trois points.

Refuser le financement public des religions ou la promotion des religions est une chose, mais peut-on interdire à des personnes croyantes adultes de porter publiquement des signes religieux, dans la rue ou quand elles sont usagères de services publics ? Certainement non. Même si nous considérons que les autorités religieuses ont toujours consolidé l'oppression des femmes, nous étions clairement contre la loi

t.Poutou en campagne

PAR JOSETTE TRAT

interdisant la burqa dans les rues, loi portant atteinte à la liberté religieuse et au droit de circuler librement.

La majorité du NPA et de sa commission féministe est hostile à la pénalisation des clients des personnes prostituées. S'il faut encourager toutes les politiques alternatives à la prostitution, il faut lutter contre toutes les mesures qui peuvent accentuer la répression des prostituées; or la pénalisation des clients dans le contexte sécuritaire actuel ne peut qu'être récupérée par la droite et l'extrême droite ou servir d'alibi à une gauche peut encline à développer une politique audacieuse en matière d'emploi, qui, elle, coûte cher!

Enfin, Jean-Luc Mélenchon a déclaré récemment qu'il pensait pouvoir représenter toute la gauche dès le premier tour et en cas de victoire au deuxième tour, former un futur gouvernement avec le PS, avec qui, bien sûr, «il faudra faire des concessions». Outre le côté mégalo du scénario, on peut s'interroger sur ces futures concessions!

AVANT LA DOUCHE FROIDE DE HOLLANDE, UNE EVA JOLY BIEN TIMIDE!

Dans cette salle toute acquise ou presque au PS et ses alliés, Eva Joly arrive sur scène saluée par la salle. La personne d'Eva Joly et son parcours professionnel suscitent le respect mais concernant les droits des femmes, son programme est un peu court. Comme la plupart des candidats interrogés, E. Joly se déclare féministe. Elle préconise la mise en place d'un ministère «de l'Égalité entre les femmes et les hommes». Elle s'engage à lutter pour l'égalité salariale et à pénaliser les entreprises (suppression de subventions, d'exonérations ou de marchés publics) qui ne respecteraient pas l'égalité professionnelle; à faire rembourser à 100% la contraception et l'IVG, à rouvrir les centres d'IVG fermés; elle est favorable au développement de logements d'urgence pour les femmes victimes de violences et pour une loi-cadre contre les violences. Enfin, elle insiste longuement sur la lutte contre les stéréotypes de genre. Concernant la prostitution, elle est pour son abolition et contre «la pénalisation des clients» par crainte de faire entrer un peu plus la prostitution dans



© DR



© DR





la clandestinité, etc. Sifflets dans la salle! Pour faire passer la pilule, elle explique que c'est une question difficile, encore en discussion dans les rangs de son mouvement. Ce qui est le plus marquant dans son discours ou ailleurs c'est l'absence de toute référence à la hausse du Smic, à une baisse du temps de travail importante ou au développement massif des services publics, pourtant indispensables à tout projet «d'émancipation». Mais l'alliance avec le PS n'est certainement pas pour rien dans ces points aveugles. François Hollande s'est fait attendre mais enfin il arrive. Interrogé sans complaisance par l'animatrice sur le caractère flou de ses propositions, il précise son engagement à créer un ministère des Droits des femmes, à développer la parité notamment dans son gouvernement et se lance dans un rappel historique de tous les «mérites» des gouvernements de gauche précédents, oubliant au passage qu'il avait fallu la mobilisation des féministes, y compris des militantes du PS, pour obtenir le remboursement de l'avortement en 1982. Quand Monique Dental le relance sur le nombre de crèches qu'il entend créer, il fait une déclaration solennelle qui jette un froid dans la salle: il rappelle qu'il créera 60 000 postes dans l'Éducation

nationale dont une partie servira pour les maternelles. Pour le reste, il ne peut pas s'engager: *«que diriez-vous, ajoutez-il, si je me présentais, cinq ans plus tard, sans avoir pu honorer mes promesses!»* Au moins c'est clair, les féministes n'ont plus d'illusions à se faire. Il ne se prononce pas non plus pour la régularisation des travailleuses sans papiers mais se lance dans un hommage dégoulinant de paternalisme à ces femmes *«qui se dévouent pour l'intégration de leurs enfants»*.

UNE OVATION POUR PHILIPPE POUTOU

Pour conclure son intervention, Hollande se lève et appelle à ses côtés Yvette Roudy: elle insiste quant à elle, sur *«la nécessité de pourchasser ceux qui exercent des violences contre les femmes dans les rues et [...] les banlieues»*! Sifflets dans la salle qui se vide à moitié, après le départ de Hollande et de la plupart des journalistes.

Poutou est le dernier à être interrogé. Son style modeste et direct suscite la sympathie. Interrogé sur la laïcité, il affirme sans hésitation que le NPA est contre *«toutes les religions»* (formule un peu abrupte) mais qu'il est contre également le racisme qui touche les musulmans en particulier. Il se prononce contre la précarité et les réformes des retraites, pour un Smic à 1700 euros et pour l'égalité salariale et professionnelle entre

«hommes et femmes», remous dans la salle, il se reprend *«entre femmes et hommes»*. Pour le développement des services publics et le remboursement à 100% de l'IVG et de la contraception, pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, toutes choses qui figurent dans le programme d'urgence sociale du candidat. S'il est pour une baisse radicale du temps de travail, il n'y fait qu'une brève allusion. Poutou n'est pas de ceux qui chauffent les salles mais il se paie un franc succès quand il conclut son intervention en rappelant que les *«voyous, on les trouve dans toutes les classes sociales et que l'un des plus grands d'entre eux s'appelle DSK, qui a failli devenir président de la République»*.

On peut regretter néanmoins que le féminisme et la défense des droits des femmes soit si peu visibles sur le site de la campagne du NPA. Il aura fallu attendre la sortie de la brochure du candidat pour trouver expliciter quelques-unes des mesures pour *«l'égalité des droits»* entre les femmes et les hommes, homos et hétéros et la reconnaissance des droits des «trans». □

Les droits des femmes au FN par Alexandra Kleber

Pour le FN, la famille est le pilier de la société et la question des droits des femmes y est donc cantonnée. Selon le FN, après 68, on aurait demandé aux femmes d'arrêter de faire des enfants et de remplacer la population française par les immigrés.

Il faudrait alors sauver la famille traditionnelle par une politique nataliste volontariste mais qui passerait par une solidarité nationale: *«Les allocations familiales, réservées aux familles dont un parent au moins est français, seront revalorisées et indexées sur le coût de la vie»* et le but serait aussi de *«défendre la structure familiale: institution irremplaçable, la famille représente le caractère central de la société, la famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère»*.

Pour convaincre les femmes de se consacrer à cette tâche, MLP prévoit la *«création d'un revenu parental, dès que les finances le permettront, destiné à offrir, pendant la période souhaitée, aux mères ou aux pères de famille la possibilité de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants: versement d'un revenu équivalent à 80% du Smic pendant trois ans à partir du 2e enfant, renouvellement d'une durée de quatre ans pour le 3e enfant.»* Rien n'est dit pour la suite et si on n'a pas d'autre enfant on n'a plus de prestations. Théoriquement cette mesure concernerait les femmes ou les hommes mais lorsqu'on regarde la vidéo diffusée sur le site de Elle, Marine Le Pen rappelle que le rôle des femmes est bien de s'occuper des enfants.

Quant à l'avortement, alors que le gouvernement mène une politique de démantèlement des services publics qui implique la fermeture totale ou partielle des centres IVG, le programme de MLP est celui, une fois de plus, de l'alternative à l'avortement: *«[...] une meilleure prévention et information sont indispensables [au sujet de la contraception], une responsabilisation des parents est nécessaire, la possibilité d'adoption prénatale doit être proposée, une amélioration des prestations familiales pour les familles nombreuses doit être instaurée»*.

Ces mesures sont séduisantes mais dures à faire passer. Le FN pense qu'elles inciteront les femmes à arrêter leur activité professionnelle, à faire des enfants en s'assurant un salaire régulier pendant au moins trois ans dans le cadre du premier enfant.

Autre piège: la manière de séduire, à travers la question de la laïcité, non seulement l'électorat féminin mais même une certaine forme d'électorat féministe comme à Riposte laïque, en se posant comme défenseurs des droits des femmes face à l'islamisme. MLP, depuis son discours d'investiture, n'a cessé d'opposer l'islam à la République qu'il fallait protéger de celui-ci.

Face à ces atteintes, la riposte idéale et efficace est de rappeler que notre intérêt individuel est conditionné par l'intérêt collectif et de dire aux femmes qui se laisseraient tenter par le discours du FN que ce n'est pas un choix mais une absence de choix qui remet en cause l'autonomie de toutes les femmes.

Pour l'émancipation de tous les jeunes!

PAR ARRANI ENGRAIVE, COMMISSION ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉGION PARISIENNE

L'école subit depuis des années des attaques qui se traduisent par une dégradation des conditions des personnels et du service d'éducation à destination des élèves. Il est urgent d'inverser la tendance et de défendre une école émancipatrice.

Les politiques menées depuis la fin des années 1990 en matière d'Éducation montrent que l'école est dans le viseur des capitalistes par plusieurs aspects.

Dans le cadre de la concurrence internationale entre les capitalistes, l'objectif annoncé de s'attaquer au « coût du travail », la soumission au dogme de la compétitivité, renforce un projet éducatif conçu comme une fabrique de main-d'œuvre. Le système éducatif, de la maternelle à l'université, est poussé à promouvoir de plus en plus l'individualisation de l'échec scolaire, la culpabilisation et la culture du mérite, favorisant ainsi, dès le plus jeune âge, l'individualisme et la mise en concurrence liés au fonctionnement des entreprises. La ségrégation et la reproduction sociale ont été accentuées notamment par la destruction de la carte scolaire. L'organisation élitiste et sélective de la scolarité voudrait justifier les inégalités sociales et la division du travail. Alors que les capitalistes sont à l'offensive contre les travailleurs, la destruction des diplômes entérine un rapport de forces défavorable pour la classe ouvrière.

VERS UNE ÉCOLE PRIVATISÉE

La privatisation des services publics représente une manne non négligeable pour les capitalistes. La privatisation du soutien scolaire a été opérée par une baisse de moyens pour l'école publique et un soutien économique (à travers des crédits d'impôts) aux entreprises telles que Acadomia et Complétude qui réalisent à elles deux plus de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011. Parallèlement, l'État et les collectivités territoriales financent chaque année les écoles privées, tout en déplumant l'école publique. On assiste à la privatisation programmée des universités avec la LRU, l'autonomie et l'introduction de financements privés pour les filières et les laboratoires de recherche.

Enfin, sous prétexte d'économies, ceux qui veulent nous faire payer la dette organisent

la dégradation des conditions de travail de tous les personnels de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les suppressions de postes accentuent la charge de travail de ceux qui restent. Les contrats précaires se généralisent. Les statuts de ceux qui sont fonctionnaires sont sur la sellette. Les personnels sont mis au pas avec le développement de techniques de management, l'autonomie des établissements, et la répression (sanctions économiques, mutations forcées) comme dans le cas des désobéisseurs contre le fichage des élèves.

La crise, la dette légitiment d'autant plus les politiques menées depuis dix ans. Quel que soit le gouvernement issu de 2012, c'est l'austérité qui attend les salariés et l'école publique.

Dans la campagne présidentielle, on parle de service public d'éducation, mais on se demande au service de qui? Les patrons, la nation? Ni chez Sarkozy ni chez Hollande, une éducation émancipatrice pour les jeunes n'est au programme. L'UMP veut avancer l'orientation et la sélection des élèves, allonger le temps de travail et la précarisation des personnels, accentuer l'autonomie et la concurrence entre établissements. Le PS quant à lui, au-delà de ses déclarations sur les postes (qui sont du redéploiement et non de la création), ne propose qu'un lifting des réformes de l'UMP, sans les remettre en cause fondamentalement.

Pour nous l'éducation publique doit être au service de l'émancipation des jeunes, pas des patrons.

NOTRE PROGRAMME D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION

L'école est frappée de plein fouet par la crise sociale: augmentation du nombre de chômeurs, de la précarité, crise du logement... Ainsi le service public d'éducation



© Photothèque Rouge / Babar





ne pourra pas, à lui seul, résoudre les problèmes relevant des inégalités sociales. Il sera nécessaire de réquisitionner les logements vides et de construire massivement des logements, d'augmenter les transports collectifs, d'interdire les licenciements, pas un revenu inférieur à 1700 euros, d'assurer une allocation d'autonomie pour tous les jeunes à hauteur du Smic, la gratuité des soins, de l'éducation, des transports... Néanmoins, l'école ne doit pas creuser les inégalités.

Ainsi, nous sommes pour un service public de la petite enfance et nous voulons porter la scolarisation obligatoire à 18 ans, sans division de filières, de manière à assurer l'émancipation de tous les jeunes, via une véritable formation pluridisciplinaire et polytechnique.

C'est dans cette même logique qu'il faut, de notre point de vue, totalement revoir l'orientation des jeunes. Actuellement, la violence de l'orientation imposée aux élèves, sélective et élitiste, est le reflet de la violence de notre société basée sur l'exploitation des travailleurs au profit d'une petite élite. La hiérarchisation des filières de lycées est une expression d'une hiérarchisation sociale entre les différentes professions.

Au-delà des mesures sociales évoquées plus haut, nous sommes pour une éducation sans concurrence, sans note et sans classement. Pour que les élèves puissent vraiment choisir une formation professionnelle qui leur correspond, il faut d'abord qu'ils aient le même accès à une culture commune. Cela nécessitera la réorganisation démocratique des enseignements et des programmes afin que tous les élèves coopèrent pour acquérir des savoirs émancipateurs.

De plus, les formations professionnelles doivent rester dans le cadre du service public. Nous nous battons contre les formations gérées par les Chambres de commerce et d'industrie qui cherchent à offrir la main-d'œuvre la plus adaptée à leurs entreprises sans prendre en compte l'intérêt des élèves. Enfin, une école émancipatrice ne saurait nier le droit des élèves à leur libre expression, à leurs droits d'organisation et de manifestation. Cela implique qu'ils aient les moyens de ces expressions: locaux, matériels d'écriture et d'impression et panneaux d'affichages.

Mais l'école émancipatrice que nous voulons ne peut accepter la dégradation des conditions de travail de ses personnels.

Nous restons favorables à l'idée qu'il faut des moyens à hauteur des besoins. Dans ce cadre, si nous sommes bien sûr pour

l'abrogation de la RGPP qui supprime un poste sur deux de fonctionnaires partant à la retraite, nous sommes également pour un plan massif de création de postes qui permette une diminution des effectifs: pas plus de 20 par classe et 15 en maternelle.

Cela passera d'abord par le rattrapage immédiat des 100 000 postes supprimés, mais aussi par la titularisation de l'ensemble des précaires. Cela passera ensuite par la réduction du temps de travail: douze heures devant les élèves des premier et second degrés afin de dégager un temps indispensable à la coopération et à l'échange au sein des personnels des écoles: enseignants, personnels médical, social, technique, ainsi que la limitation du nombre de jeunes dont doit s'occuper un enseignant (80 pour les enseignants, 250 pour les CPE et psychologues...). Ainsi, le personnel médical et social dans les écoles et les établissements doit être significativement revu à la hausse. En effet, rien ne sert de parler de malaise des jeunes, de violence présumée en augmentation si dans le même temps on mène une politique de destruction massive des cadres essentiels à la prévention, à l'écoute, au remède. Nous sommes évidemment pour la mise en place immédiate d'une médecine du travail. Enfin, les conditions de travail se dégradent également du point de vue du rapport des personnels au métier.

Nous sommes pour une formation initiale combinant une formation pédagogique, psychologique, liées aux travaux de la recherche, des mouvements pédagogiques et didactiques, ainsi qu'une mise en pratique progressive et accompagnée des classes.

Le préalable étant le retrait immédiat de la réforme sur le recrutement et la formation des enseignantEs.

Enfin, de même que nous contestons la mise en concurrence des élèves, nous le dénonçons également pour les collègues. C'est pourquoi nous sommes pour le retrait du nouveau mode d'évaluation qui accentue le lien évident entre l'avancement de carrière et ses conséquences sur le salaire, au profil de l'enseignant à savoir: si on agit ou non en bon fonctionnaire d'État. Nous refusons la caporalisation des enseignantEs, à laquelle nous opposons la liberté pédagogique en vue de l'émancipation de tous les jeunes.

COMMENT OBTENIR CE QUE NOUS VOULONS ?

Pour mettre en place ce programme, il faut une rupture nette avec la gestion capitaliste de la crise. Par exemple, les moyens existents pour embaucher 100 000 personnels, si

on arrête maintenant de payer la dette (soit 45 milliards d'euros pour les seuls intérêts, en 2011). Pour appliquer notre programme, cela demande d'affronter la politique libérale de Sarkozy ainsi que la politique d'austérité promise par Hollande. C'est-à-dire une rupture avec le système actuel.

Le secteur de l'Éducation nationale s'est mobilisé tous les ans depuis 2002 contre ces politiques. Aujourd'hui des collègues s'emparent de tous les moyens à leur disposition pour résister aux réformes (désobéisseurs, refus de remplir le livret de compétence ou de mettre en place des aspects de la réforme du lycée...). Nous pensons que c'est par une mobilisation d'ensemble que nous arriverons à chasser ces politiques destructrices. Cela signifie une grève massive du secteur, qui arrive à entraîner d'autres secteurs sur des mots d'ordre communs, tels que:

○ l'interdiction des licenciements et l'embauche massive, combinées à une titularisation de tous les précaires.

○ L'augmentation des salaires de 300 euros net et un Smic revalorisé à 1700 euros, combinés à une baisse du temps de travail.

○ Au-delà, des mots d'ordre spécifiques à notre secteur touchent également toute la population.

○ Un service public d'éducation obligatoire de 2 à 18 ans, mettant en avant une culture commune.

○ Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes pour qu'ils puissent vivre et faire des études à leur rythme.

○ Une reconnaissance totale des droits des lycéens.

Aujourd'hui, il faut remettre notre secteur sur les rails pour en finir avec les coups de boutoir portés par Sarkozy et pour se préparer face aux mauvais coups à venir. Nous proposons à toute la gauche, aux syndicalistes, aux personnels et aux jeunes, de préparer les prochaines luttes, de se retrouver pour une journée de grève, qui en appellera d'autres, pour construire une mobilisation générale et gagner une école au service de touTEs, pour l'émancipation de touTEs les jeunes. □

Soins gratuits et service public de santé

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Franchises médicales, extensions des dépassements d'honoraires, déremboursement de médicaments, loi Bachelot, toutes ces réformes ont pour objectif de transformer la santé en activité lucrative entièrement livrée au privé. Nous nous opposons à cette logique en défendant une santé pour touTEs ainsi que la constitution d'un véritable service public de santé.

Les cinq années écoulées ont été des années noires pour le système de santé: franchises médicales, hausse des tarifs des mutuelles, déremboursement de médicaments, l'accès aux soins devient de plus en plus coûteux. Avec la loi Bachelot de 2009, complétant et aggravant les réformes hospitalières du précédent quinquennat, l'hôpital public voit sa place et ses moyens diminuer. Il doit devenir une entreprise rentable. Des «déserts médicaux» se constituent, la médecine générale attirant de moins en moins, tandis que les dépassements d'honoraires (hors tarifs de la Sécurité sociale) sont généralisés. Il ne faut pourtant pas s'y tromper, si Sarkozy devait être réélu, le pire serait à venir. La mise en place de la TVA antisociale à quelques semaines des élections confirme la volonté d'un «changement systémique», voulu par le Medef. Une «Sécurité sociale» financée par des taxes (et plus par des cotisations des employeurs) rembourserait seulement des soins minimum, l'assurance individuelle devenant prépondérante. L'hôpital public se cantonnerait aux soins aux plus pauvres et aux activités non rentables. La privatisation du système de santé et de la Sécurité sociale entrerait alors dans sa phase décisive.

UNE PREMIÈRE URGENCE ABROGER LES CONTRE-RÉFORMES

La première urgence est donc à la fois de «dégager» Sarkozy, pour l'empêcher de nuire, et d'abroger l'ensemble des contre-réformes de son quinquennat: insistons, abroger, et non aménager comme le voudrait F. Hollande pour qui il est impossible de revenir entièrement sur les mesures que le PS a lui-même dénoncées. Il ne s'agit pas davantage de retourner à la situation antérieure, mais de faire de la santé une véri-

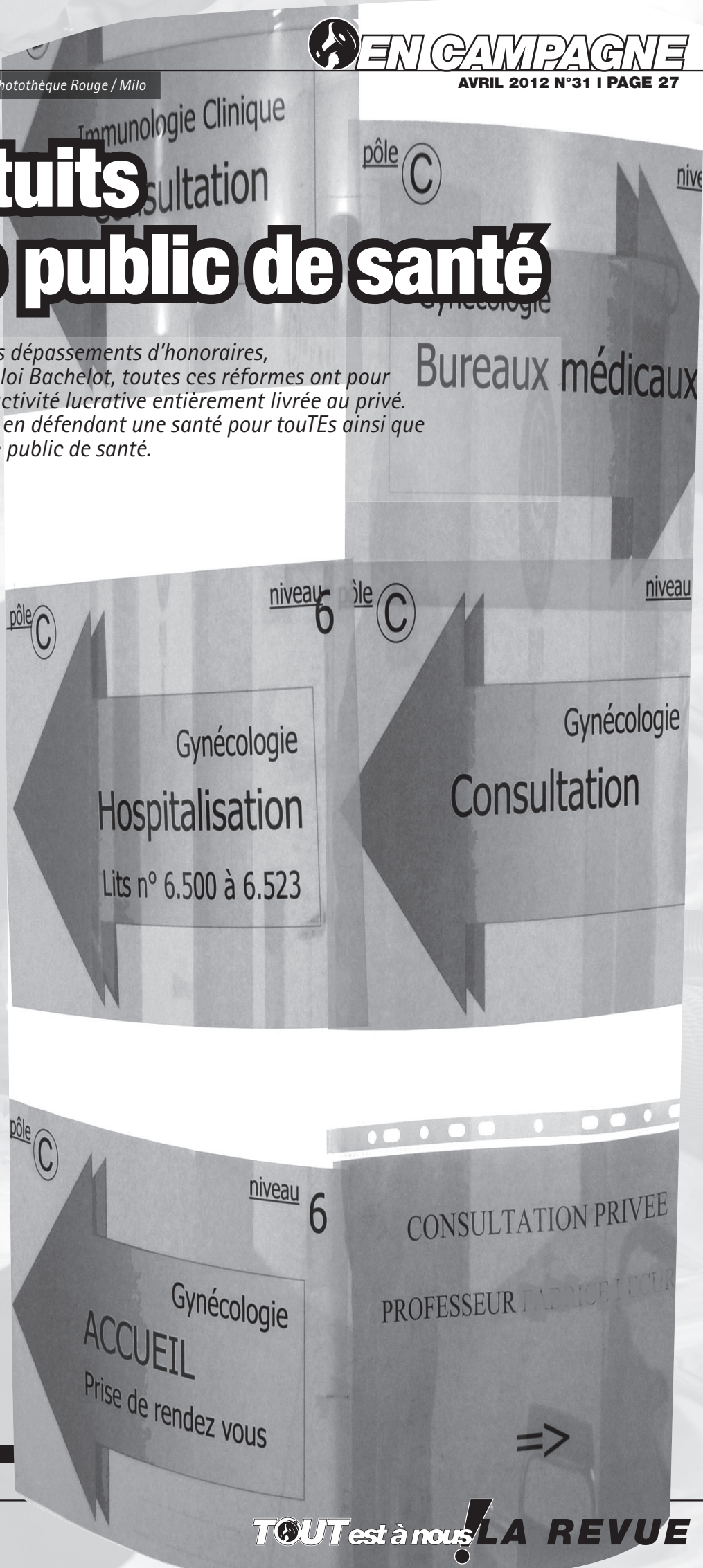




table priorité, c'est-à-dire de faire un choix politique: prendre dans la richesse produite la part nécessaire à l'accès de tous aux soins de manière socialisée (en fonction des besoins de chacun et non de ses moyens).

Nos propositions pour la santé s'articulent autour de deux grands chapitres:

- Des soins de qualité gratuits pour tous, grâce à une Sécurité sociale les remboursant à 100%,
- Un service public de santé assurant une réponse proche et de qualité sur l'ensemble du territoire.

DES SOINS GRATUITS POUR TOUS

Il n'existe pas d'égalité devant les soins si l'accès aux soins n'est pas totalement gratuit. Nous défendons en conséquence la suppression des forfaits et franchises médicales, à la charge du patient, du forfait hospitalier, du ticket modérateur, et de tout dépassement d'honoraires médicaux, dans les cliniques, dans les lits privés à l'hôpital (qui doivent être supprimés) ou en exercice libéral. Le «secteur 2» (à honoraires libres) ou le secteur «optionnel», censé encadrer les dépassements d'honoraires en les généralisant, doivent être interdits.

Tous les médicaments doivent être remboursés à 100% sur prescription médicale s'ils ont une utilité thérapeutique, sinon ils ne doivent pas être produits. Les étrangers en situation régulière ou non doivent pouvoir accéder aux soins sans aucune condition particulière. Les 30 euros de péage pour obtenir l'aide médicale d'État (AME) doivent être immédiatement supprimés. Les contre-réformes libérales veulent réduire la part de l'assurance maladie (la Sécurité sociale) et augmenter la part des soins restant à la charge des malades et des assurances complémentaires. Nous voulons l'inverse: faire de l'assurance maladie la seule source de financement du système de santé.

Il existe certes une différence entre mutuelles à but non lucratif et assurances dont l'objectif premier est de rapporter des profits à leurs actionnaires. Nous sommes néanmoins hostiles à tout élargissement du rôle des assurances complémentaires, et notre perspective est leur disparition: une assurance complémentaire est une charge supplémentaire dans le budget des classes populaires, elle est source d'inégalités. Chacun prend la complémentaire qu'il a les moyens de s'offrir, à moins d'être obligé comme 8% de la population d'y renoncer pour des raisons financières. L'existence d'une seule et unique Sécurité sociale est à la fois la seule garantie que personne ne sera laissé pour compte, et que chacun bénéficiera des

mêmes soins quelles que soient ses ressources. Parler de soins gratuits n'est pas dire que la santé n'a pas un coût. C'est dire que la société décide collectivement de la part de ses richesses qui sera utilisée pour satisfaire ce besoin fondamental.

DE L'HÔPITAL PUBLIC AU SERVICE PUBLIC DE SANTÉ

Avec la loi Bachelot, la place de l'hôpital public se réduit. Grâce aux agences régionales de santé (ARS), les missions du service public sont transférées à la médecine libérale (maisons médicales), aux cliniques privées (pour les activités les plus rentables) ou au secteur médico-social associatif, pour des raisons d'économie. Nous voulons pour notre part maintenir le service public et lui donner les moyens d'exister, en accroissant les budgets hospitaliers, en mettant en place immédiatement un plan «emploi formation» de 120 000 postes pour les hôpitaux publics. Au lieu de diminuer la place de l'hôpital public, nous voulons l'étendre par la création d'un service public de santé structuré en trois niveaux: des centres publics de santé sur tout le territoire, des hôpitaux de proximité et des centres hospitaliers avec un «plateau technique» complet.

La médecine générale attire de moins en moins les étudiants et les «déserts médicaux» s'étendent, conséquence de la liberté d'installation des médecins libéraux. Les disparités entre les régions sont criantes: un médecin pour 60 habitants en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, un pour 400 dans le Pas-de-Calais. Le paiement à l'acte des médecins libéraux ne permet pas une prise en charge correcte des situations complexes, de la prévention, du suivi de pathologies chroniques. Mais la contrainte ne résoudra rien et les «incitations» ont une efficacité réduite.

Le service public doit sortir de l'hôpital pour aller dans la ville. C'est pourquoi nous préconisons la création sur l'ensemble du territoire, et en particulier dans les «déserts médicaux», d'un réseau de centres de santé publics et gratuits, ouverts 24h/24.

Ce serait le lieu d'accueil des petites urgences, de la permanence de soins, ce qui désengorgerait les urgences hospitalières.

Ces centres devraient être pluridisciplinaires: médecins, mais aussi infirmières, kiné, psychologues... Ils seraient ainsi largement ouverts sur la cité et développeraient un travail de partenariat «en réseau» avec les professionnels libéraux, mais aussi les travailleurs sociaux, les services de maintien à domicile, les services municipaux, les élus, les associations de malades, la médecine scolaire. Ce serait le service public de santé de proximité, porte

d'entrée pour les soins, mais aussi regard sur la politique de prévention dans la cité, autour des citoyens-usagers, des associations de malades, syndicats, élus, professionnels de santé...

Ces centres de santé, tout comme l'hôpital public, seraient financés par l'assurance maladie, ce qui garantirait l'égalité de traitement de tous, quel que soit son lieu d'habitation. Ils ne dépendraient pas du bon vouloir du financement de telle ou telle collectivité locale. Ce projet est bien différent des «maisons médicales» créées récemment, qui sont de simples lieux de consultations où les patients doivent faire l'avance des frais. Le second niveau serait composé des hôpitaux de proximité, en cours de destruction par la réforme Bachelot. Ces hôpitaux devraient au moins disposer d'un service d'urgence, d'un service de chirurgie et d'une maternité. Enfin, troisième niveau, des hôpitaux dont les hôpitaux universitaires ayant un plateau technique complet des grandes spécialités médicales. Pour assurer le recrutement de personnel médical là où les besoins existent, nous préconisons avec la suppression du «numerus clausus»¹, la création d'un statut de médecin en formation, rémunéré au Smic revendiqué, pendant toute la durée des études médicales, en échange d'un engagement à servir dans le service public, là où la nécessité l'exige. Ce serait aussi le moyen de démocratiser les études médicales.

QUELLE QUE SOIT L'ISSUE DES ÉLECTIONS LA MOBILISATION EST À L'ORDRE DU JOUR

Quel que soit le président élu le 6 mai prochain, la lutte pour ces exigences restera d'actualité et nécessitera la mobilisation. Même en cas de majorité «de gauche», il ne suffira pas au Parlement de quelques députés pouvant relayer la défense et l'amélioration du système de soin pour y répondre. L'expérience en 1981 d'un ministre de la santé du PCF prononçant d'excellents discours, mais cautionnant dans la pratique les mesures d'austérité contre la Sécurité sociale et l'hôpital mérite d'être rappelée. Dans la perspective de cette mobilisation, un acquis important pour l'organisation d'une mobilisation sur les questions de santé et de protection sociale est l'existence du collectif «Notre Santé en danger» composé de 120 associations, collectifs, syndicats et partis (dont le NPA). Ses exigences radicales inscrites dans son socle commun et l'initiative qu'il prend le 14 avril pour les faire entendre à la veille du scrutin sont des jalons importants pour préparer les luttes futures pour le droit à la santé. □

1. Le numerus clausus limite le nombre d'étudiants qui peuvent passer en 2^e année de médecine.

Pour une transformation radicale des médias

PAR LA COMMISSION MÉDIAS DU NPA

Comme le rappelaient en 2009 les principes fondateurs du NPA, « une critique radicale du système capitaliste, sérieuse et cohérente, ne peut se faire sans critique radicale de la culture, de l'art et des médias puisqu'ils sont les verrous de l'idéologie dominante et, par conséquent, un obstacle important à l'émancipation de toutes et tous ».

Possédés et gérés par de grands groupes industriels et financiers vivant souvent des commandes de l'État (en France les groupes Dassault, Bouygues, Lagardère, etc.), ou par l'État lui-même (France Télévisions, Radio France, Audiovisuel extérieur de la France), les médias constituent pour la classe dirigeante un moyen d'imposer les questions dont il faudrait débattre à tel ou tel moment (identité nationale, insécurité, dépenses publiques, etc.), d'occulter celles qui s'avèrent essentielles pour la grande majorité de la population (emploi, salaires, discriminations racistes, services publics, etc.), et de distribuer la parole aux deux grands partis qui se succèdent au pouvoir, mais aussi à des « éditocrates » ou autres « experts » justifiant l'ordre existant.

Évidemment, le pouvoir des grands médias n'est pas sans limite, comme l'a montré le « non » opposé par le peuple à l'adoption du TCE en 2005. Un mouvement de masse peut déjouer et contredire une mobilisation médiatico-politique de grande ampleur en faveur du néolibéralisme. Cela ne veut pourtant pas dire que les grands médias n'exercent pas un pouvoir, les tenanciers des médias et journalistes dominants décidant quotidiennement de qui pourra s'exprimer, dans quelles conditions, et des sujets sur lesquels ceux et celles qu'ils invitent seront amenés à s'exprimer.

Escroquerie de plus, les médias sont présentés par ces chiens de garde du capitalisme comme un contre-pouvoir (le fameux « quatrième pouvoir »), indépendant des pouvoirs politiques et économiques, et donc comme une garantie de démocratie. Au nom de la liberté de la presse, qui se réduit à la liberté pour les capitalistes d'investir dans les groupes de presse, on prend

soin de ne jamais poser la question de la propriété des médias et des problèmes démocratiques que l'appropriation privée des médias pose en termes d'indépendance et de pluralisme.

Sur le terrain social, les salariés des médias opposent une résistance à la soumission de la presse aux logiques capitalistes : à l'AFP ou RFI par exemple, ou encore parmi les précaires de la presse en ligne. De même, on voit émerger depuis plusieurs années des résistances sur le terrain du journalisme lui-même, avec une presse alternative et des journalistes qui, comme Denis Robert mais aussi nombre d'anonymes, défendent et font vivre concrètement une autre idée du journalisme. Le NPA les soutient évidemment et salue leur détermination, mais le rôle d'un parti comme le nôtre est aussi de proposer un projet de transformation de la société qui s'attaque au pouvoir des classes dominantes, et plus particulièrement ici à l'appropriation capitaliste des médias.

Dans cet article, nous exposons les propositions que porte le NPA dans les élections présidentielles, pour une transformation radicale des médias permettant d'assurer un véritable pluralisme (politique, idéologique, culturel) et une réelle indépendance à l'égard des pouvoirs économique et politique. Elles s'inspirent des propositions du comité NPA des industries graphiques mais aussi du travail réalisé depuis une quinzaine d'années par l'association Acrimed.

POUR UNE REFOUDATION DU SERVICE PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL

Dans les médias comme ailleurs, secteur public ne veut pas nécessairement dire





service public. En l'occurrence, le secteur public de l'audiovisuel a été en bonne partie dénaturé par des années de politiques libérales. Ces politiques ont été menées par les gouvernements de droite et de gauche, comme en témoigne l'exemple des « décrets Tasca » (du nom d'une ministre PS de la Culture et de la Communication), qui privent la télévision publique de la maîtrise de ses programmes, ou encore la privatisation de TF1, réalisée par la droite mais jamais remise en cause par la gauche.

En conséquence, le service public de l'audiovisuel doit être complètement refondé, libéré des logiques mercantiles et rendu indépendant du pouvoir politique. Ce service public des médias, qui associera médias publics (fondés sur la propriété publique) et médias associatifs (fondés sur la propriété coopérative), devra englober toute la chaîne de production. Ainsi, dans l'audiovisuel, la production réintégrera les chaînes publiques, avec l'abrogation des « décrets Tasca ». Les salariéEs des sociétés de production privées seront intégrés dans le service public sur simple demande.

Le financement de ce service public se fera grâce à la redevance (qui deviendra progressive et sera donc augmentée pour les ménages disposant de revenus élevés), et à la réorientation des aides à la presse, qui seront supprimées pour les médias capitalistes. Le financement publicitaire, d'abord limité, sera progressivement supprimé dans le service public ; dans une période transitoire, la publicité sera lourdement taxée et les revenus dégagés permettront de soutenir la production de contenus audiovisuels de qualité et les médias associatifs.

Ces derniers sont trop souvent oubliés dans les projets politiques sur les médias. Pourtant, malgré leurs moyens souvent faibles, ils donnent d'ores et déjà une idée de ce que pourraient être des médias libérés des logiques capitalistes et exerçant une fonction de service public. Plutôt que de distribuer des aides à la presse à de puissants médias appartenant à de grands groupes (dont nous préconisons le démantèlement), il importe d'assurer un financement pérenne des médias du tiers secteur, en créant un fonds de soutien aux médias alternatifs.

Dans ce service public de l'audiovisuel, le droit d'expression pluraliste de toutes les composantes de la société – en premier lieu partis, syndicats et associations – deviendra la règle.

Les médias qui le composent auront en effet pour obligation d'organiser des débats, réguliers et pluralistes, sur l'ensemble des questions sociales et politiques qui concernent la population.

Évidemment, nous nous opposerons par ailleurs à toute privatisation des médias et infrastructures de télécommunications, et revendiquons la renationalisation de France-Télécom/Orange. Nous proposons ainsi de créer un service public des télécommunications, qui permettrait de garantir un accès universel aux technologies disponibles de l'information et de la communication. Il s'agit là d'un enjeu technologique et politique bien trop crucial pour être laissé aux mains d'investisseurs n'ayant pour objectif que le profit.

POUR LE DÉMANTÈLEMENT DU CSA ET LA CRÉATION D'UN ORGANISME DÉMOCRATIQUE DES MÉDIAS

Cette refondation du service public ne saurait faire l'impasse sur la question de la régulation. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est, depuis 1989, l'organisme public chargé de contrôler les activités liées à l'audiovisuel (y compris les contenus). Ayant le statut d'« autorité indépendante », cette instance est présentée comme la garante du « pluralisme » et de la « démocratie audiovisuelle » en France.

Ses membres sont nommés, pour une durée de six ans, par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale. Il va sans dire que les derniers nommés sont tous des proches du pouvoir sarkozyste, et le président actuel du CSA n'est autre que Michel Boyon, ancien des cabinets Léotard et Raffarin. L'attribution de fréquences reflète également cette mainmise des grands groupes privés sur l'audiovisuel.

On voit ainsi ce que vaut le « pluralisme » que cette instance est censée assurer et ce qu'il advient de la « démocratie audiovisuelle » sous contrôle capitaliste. Le NPA revendique donc le démantèlement pur et simple du CSA, organe non-démocratique et inféodé au pouvoir exécutif. Il propose par ailleurs qu'un nouvel organe, sous contrôle des travailleurs des médias et de l'ensemble de la population, soit créé pour réguler l'audiovisuel en France et assurer un véritable pluralisme. Étant donné l'importance des médias locaux (presse quotidienne régionale, chaînes de télévision et radios locales), cet organisme devrait être décliné au niveau régional.

Il pourrait être composé de la manière suivante : une représentation des élus strictement proportionnelle aux résultats électoraux, une représentation des salariés des médias (du secteur public, du secteur privé des médias du tiers secteur) et une représentation des publics (même si cette dernière



© Photothèque Rouge / JMB

pose d'indéniables problèmes de représentativité). Cet organisme aura des pouvoirs très importants comme la répartition du financement des médias, le contrôle du pluralisme, des mesures d'audiences et de diffusion (permettant notamment de limiter les concentrations), ou encore de la publicité.



COMBATTRE LA MAINMISE DE LA BOURGEOISIE SUR LES MÉDIAS, CRÉER LES CONDITIONS D'UN VÉRITABLE PLURALISME

Si un secteur privé sera laissé à la libre initiative d'individus ou de groupes d'intérêts politiques, syndicaux, sociaux, culturels, sportifs, etc., le NPA propose de le transformer radicalement.

D'abord, pour assurer le pluralisme idéologique et politique, nous proposons que les partis politiques qui parviennent à réunir un certain nombre de signatures de citoyens (à déterminer démocratiquement) puissent bénéficier des moyens de publier et diffuser un journal d'opinion quotidien. Par ailleurs, des dispositions anticoncentration drastiques seront appliquées : outre la définition d'un seuil de concentration capitaliste, ainsi que d'audience ou de diffusion, un seul titre ou canal pourra être possédé par une personne, un groupe de personnes ou une entreprise. Nous interdirons par la loi à des entreprises bénéficiant des commandes publiques, comme aujourd'hui Dassault, Lagardère ou Bouygues, de détenir, même indirectement, des médias.

Une mesure phare, devant être mise en œuvre immédiatement, consistera dans la renationalisation de TF1, dont la privatisation avait été obtenue par la droite revancharde en 1987. Bien que le groupe Bouygues ne se soit à aucun moment soucieux de respecter le cahier des charges fixé alors, cette concession n'a jamais été remise en cause. Au contraire, elle a été renouvelée sans débat jusqu'à 2022. La renationalisation permettra par ailleurs de supprimer la concurrence faussée qu'exerce la chaîne de Bouygues à l'égard de la télévision publique.

En presse écrite, l'outil industriel sera développé grâce à des centres d'impression publics sur tout le territoire, et les journaux seront diffusés à un prix modique par le biais d'un service public de messagerie, un réel statut de porteur de presse ou kiosquier, ou encore la renationalisation de La Poste, qui permettra une diffusion égalitaire et à faible coût sur tout le territoire. Concernant la distribution, il faut impérativement revenir à un système coopératif tel que l'organisait la loi Bichet avant sa réforme, et qui fait du pluralisme une exigence démocratique.

L'impression et la diffusion doivent répondre à un impératif de service public en matière de pluralisme et favoriser les

médias non soumis aux logiques mercantiles : une modulation des coûts sera ainsi mise en place selon le statut des entreprises de presse (au prix fort pour les médias privés, faible pour les médias du tiers secteur). Pour finir sur ce point, outre les mesures évoquées plus haut permettant aux partis et syndicats de publier des journaux quotidiens, le fonds de soutien aux médias alternatifs, dont nous proposons la création, permettra d'aider les initiatives coopératives et la presse écrite alternative.

Enfin, un statut établissant la totale indépendance de l'AFP à l'égard des pouvoirs politique et économique doit être garanti, ainsi qu'un financement pérenne et la titularisation de tous les précaires.

ABROGER LES LOIS HADOPI, GARANTIR LA « NEUTRALITÉ DU NET » ET CONSTRUIRE UN SERVICE PUBLIC DE L'INTERNET

Un service public garantissant un usage démocratique du réseau Internet doit donner à chacun les moyens de se connecter et ne pas laisser le capital structurer l'offre de contenus, en particulier dans le domaine de l'information.

Mettre en ligne un site attractif et riche en contenus nécessite un système de publication et des outils performants, mais surtout des professionnels qui ont les moyens d'enquêter, de rédiger, de filmer, de monter les images, d'éditer, de faire la maintenance de l'ensemble, etc. Or, étant seuls à disposer de ces moyens, les groupes capitalistes s'approprient la formidable liberté que pourrait représenter Internet.

Bien sûr, la dynamique des logiciels libres ouvre une véritable opportunité de progrès en dehors du secteur marchand et toutes ces expériences doivent être encouragées. Mais cela ne saurait suffire pour faire d'Internet un véritable média démocratique. Seul un service public de l'Internet pourrait par exemple mettre des outils de publication à la disposition des associations, des partis politiques, mais aussi de travailleurs en lutte ou de populations n'ayant jamais accès à la parole publique.

Le NPA propose par ailleurs d'abroger les lois Hadopi liberticides pour mettre en place une licence globale, permettant de faire reconnaître le travail des artistes sans les soumettre aux logiques de rentabilité financière immédiate. Nous défendons l'idée d'une taxation des grands groupes multimédias de manière à financer autre-



ment une culture non soumise à la logique des profits. La renationalisation de France-Télécom/Orange permettra enfin de mettre en place une politique garantissant la «neutralité du Net», c'est-à-dire le principe d'une égalité de traitement de l'ensemble des flux de données sur Internet.

DU CÔTÉ DES JOURNALISTES: DROITS SOCIAUX ET DROITS D'INTERVENTION

Tout d'abord, le NPA lutte contre la précarité, par la requalification en CDI de tous les contrats précaires, et les discriminations dont les femmes sont l'objet (rattrapage salarial immédiat et annulation des inégalités de carrière). La convention collective doit être strictement appliquée et tous les statuts dérogatoires au code du travail interdits.

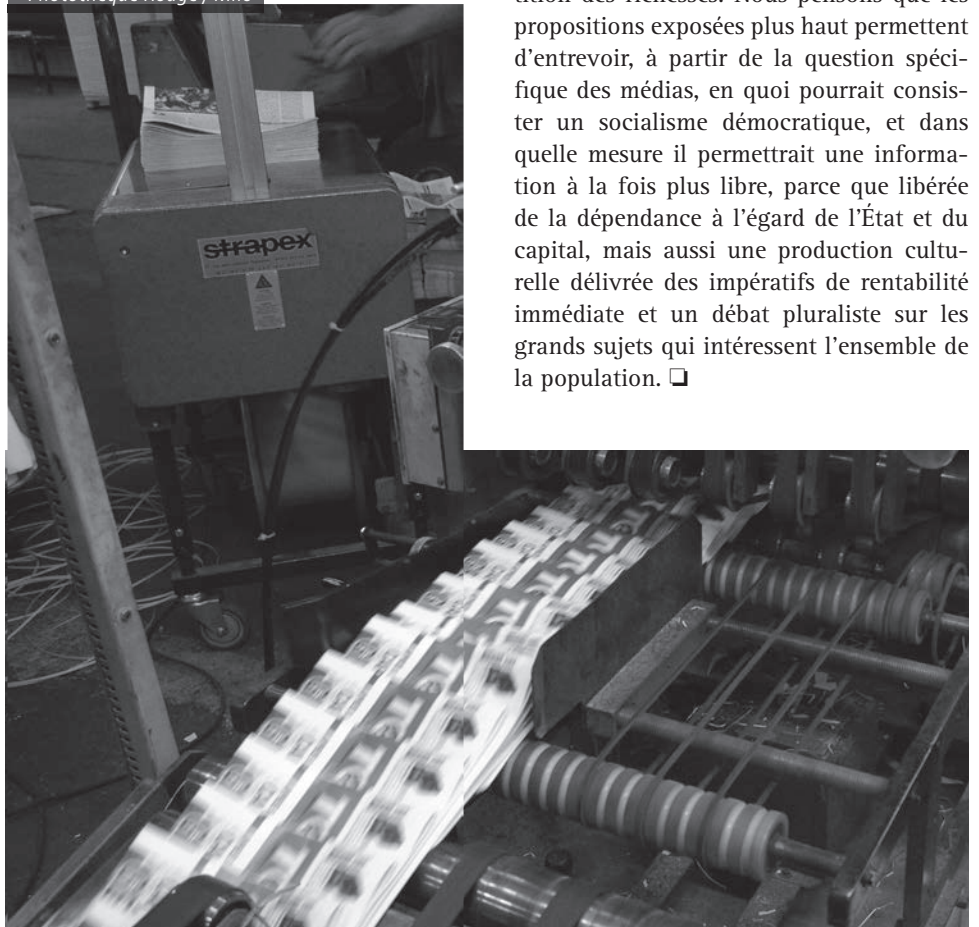
Plus largement, les médias – comme l'ensemble de l'économie – doivent se trouver sous le contrôle des salariés, c'est-à-dire de celles et ceux qui produisent effectivement les richesses. Ainsi, les salariés auront un droit de veto sur l'entrée au capital. Il importe également de faire en sorte que les usagers soient représentés dans les organes de direction et de régulation des médias. Par ailleurs, les chartes de journalistes doivent être intégrées à la convention collective et l'ensemble des rédactions être dotées d'un statut juridique qui leur donnera un droit de veto sur l'orientation rédactionnelle et l'embauche de la rédaction en chef.

Les patrons de la presse écrite et de l'audiovisuel n'ont cessé de remettre en cause le statut des journalistes, plus protecteur que le droit commun. Le but : rendre les journalistes plus dociles et faire de substantielles économies. Après s'être attaqués aux droits des journalistes rémunérés à la pige et aux droits d'auteurs, ils tentent de remettre en cause la commission arbitrale qui statue notamment sur les indemnités des journalistes licenciés après quinze années d'ancienneté. Le NPA s'élève contre toutes ces atteintes aux droits des journalistes.

Le NPA appuie également la demande des syndicats de journalistes et d'associations de critique des médias du renforcement du secret des sources des journalistes. La liberté d'expression et le droit à l'information supposent que les journalistes puissent faire leur travail d'investigation sans pression. Le NPA se prononce contre le secret défense et le secret bancaire, pour l'ouverture des livres de comptes des grandes entreprises et l'accès aux documents administratifs.

Ces dernières années, de nombreuses atteintes au secret des sources et à la liberté de la presse ont été le fait des plus hauts services de l'État. Nous dénonçons toutes les tentatives de la part du clan au pouvoir et de ses affidés de brider l'information, d'intimider les journalistes et les syndicalistes. Une nouvelle loi sur la protection du secret des sources devra être promulguée qui s'appuiera sur les propositions des syndicats de journalistes. De même devront être interdites les perquisitions aux sièges des journaux ou au domicile des journalistes pour des raisons touchant à leur mission d'information. Le NPA demande en outre l'abandon des poursuites contre les journalistes et médias qui n'ont fait que leur travail d'information (sur la Françafrique, les transactions financières, les scandales de l'industrie pharmaceutique ou les marchés attribués à Bouygues). Enfin, les écoles de journalisme doivent être intégrées au sein de l'université publique pour une formation critique et de qualité, non soumise aux besoins immédiats et aux logiques mercantiles des grands groupes médiatiques.

© Photothèque Rouge / Milo



L'information, le débat et la culture sont autant d'enjeux cruciaux pour un parti comme le NPA, qui milite pour une société véritablement démocratique. Pour nous, les médias constituent un bien commun, qu'il faut soustraire à l'emprise capitaliste, et toutes nos propositions convergent vers la remise en cause de cette emprise.

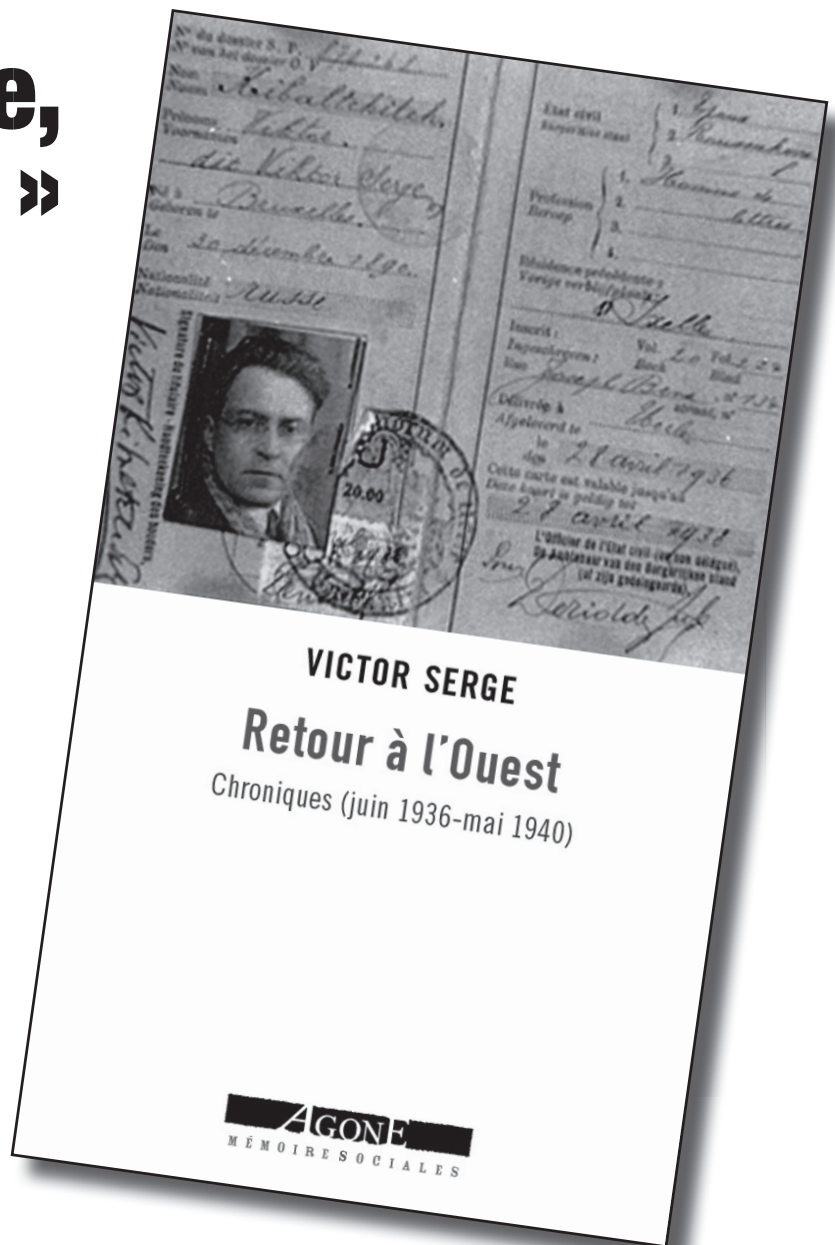
Ambitieuses, elles posent la question des conditions de leur mise en œuvre. Nous sommes en effet conscients que, sans un changement radical dans le rapport de forces entre capital et travail, et donc sans une intervention directe des travailleurs sur la scène politique et sociale, ces propositions n'ont aucune chance d'être appliquées et ne peuvent que rester lettre morte. À nous donc de populariser ces propositions, tout en favorisant un mouvement d'ensemble de toutes les salariéEs pour une transformation révolutionnaire de la société !

Enfin, ces propositions doivent être articulées avec la question de la société que nous aspirons à construire, d'une société où les travailleurEs gèrent eux-mêmes les entreprises, contrôlent la production et la diffusion des biens, décident de la répartition des richesses. Nous pensons que les propositions exposées plus haut permettent d'entrevoir, à partir de la question spécifique des médias, en quoi pourrait consister un socialisme démocratique, et dans quelle mesure il permettrait une information à la fois plus libre, parce que libérée de la dépendance à l'égard de l'État et du capital, mais aussi une production culturelle délivrée des impératifs de rentabilité immédiate et un débat pluraliste sur les grands sujets qui intéressent l'ensemble de la population. □

Victor Serge, « Il y a vingt ans »

PAR HENRI CLÉMENT

Expulsé d'URSS en avril 1936, l'écrivain militant Victor Serge (1890-1947) est boycotté par la presse du Front populaire en France. Il écrit pour quelques revues d'extrême gauche (comme *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte) ; et seul le quotidien socialiste et syndical de Liège, en Belgique, La Wallonie, lui offre une tribune régulière. À partir de juin 1936, Victor Serge donne un article par semaine à La Wallonie sur les sujets les plus divers, de l'actualité internationale aux recensions d'ouvrage en passant par des chroniques d'histoire sociale ou des évocations des luttes passées. Ainsi en mars 1937, dans un article intitulé « Il y a vingt ans »¹, il rappelle les débuts de la Révolution russe et l'effondrement soudain d'un régime vieux de trois siècles, réputé éternel et indestructible. Son évocation de l'aveuglement des classes dominantes et de leur incapacité à comprendre une situation nouvelle pour l'affronter caractérise bien ce moment rare où les dominants ne savent plus faire face, tandis que les dominés refusent de subir plus longtemps et prennent en main leur destin. De même, son invitation finale à méditer sur la chute des empires apparemment les plus solides – alors que les régimes totalitaires dominaient le monde et allaient bientôt l'entraîner dans la guerre – résonne comme une invitation à la résistance et à la lutte dans les conditions les plus difficiles qui soient. Dans de sombres jours, l'évocation des luttes du passé apparaît, selon les mots de Walter Benjamin, comme un appel à « devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant [du] péril » afin de hâter le moment où « les mauvais jours finiront ».



Les journées du 7 au 11 mars, correspondant, dans l'ancien calendrier russe à celles du 23-27 février, devraient inspirer à bien des gens de profitables méditations. Il y a vingt ans, à cette date, l'Empire le plus autoritaire de l'Europe, s'effondrait subitement, comme un édifice vermoulu. Le 5 mars, S. M. l'Empereur Nicolas II recevait paisiblement à sa coutume les grands dignitaires. La dynastie avait trois siècles derrière elle,

et celui qui eut prédit qu'elle ne serait plus rien à la fin de la semaine suivante eut passé pour fou. La classe ouvrière murmurait évidemment, dans les bas-fonds, – cette basse canaille, excitée par les marxistes, n'est-ce pas ? Mais on connaissait, pour la mater, des recettes éprouvées. Le général Khabalov, gouverneur de Petrograd, prévoyant des troubles à la fin de l'hiver

(quelle perspicacité !), venait d'arrêter un plan détaillé de répression. Les généraux et les ambassadeurs étrangers envisageaient entre eux « d'immenses changements » qui eussent substitué dans les ministères une camarilla à une autre. Nicolas II était confiant, la Tsarine Alexandra Feodorovna, plus confiante encore. N'avaient-ils point l'appui de la Providence et de bonnes prisons, une police comparable à nulle autre, des potences en nombre suffisant ? Solide, tout ça. Un signe aux dispensateurs de fonds secrets et la presse des deux mondes parlait en termes touchants du tsar civilisateur, adoré de son peuple, de l'invincible puissance russe, de l'âme slave qui et que... « Les révolutionnaires, monsieur ? Chacun sait que ce sont des agents de Ludendorff et des demi-fous. Voilà du reste cinquante ans que leurs prédictions ne se réalisent point. » Ainsi s'exprimait M. Homais au Café de la Paix et il ajoutait peut-être crânement : « Moi, monsieur, j'ai placé mes économies dans les emprunts russes et je vous conseille d'en faire autant ! »

Un an tout juste avant l'effondrement, la Tsarine écrivait à son auguste époux : « Tu ne dois pas te laisser fléchir ; pas de ministère responsable, etc. ; rien de ce qu'ils veulent. Cette guerre doit être ta guerre et la paix ta paix, à ton honneur et à celui de la patrie, mais en aucun cas à l'honneur de la Douma. Ces gens-là n'ont pas le droit de dire un mot. »

La Douma était une ombre de parlement, « ces gens-là » étaient des bourgeois libéraux qui préconisaient timidement le régime parlementaire. Les événements commencent dans les quartiers ouvriers de la capitale le 23 février ancien style (7 mars nouveau style)

par une grève spontanée, dont les ouvrières, lassées de faire la queue pour du pain, ont pris l'initiative. Aucun parti révolutionnaire n'a rien préparé ni voulu. Le mouvement fait tâche d'huile, débordant à la fois les militants et les autorités. (Les plus qualifiés des militants sont à l'étranger, en prison ou déportés.) La Tsarine ne perd pas la tête, vous pensez bien ! Des troubles, en a-t-on assez vu en un quart de siècle ! Elle écrit le 24 février (8 mars) à Nicolas II : « J'espère que ce Kerenski de la Douma sera pendu en raison de ses abominables discours. La loi martiale est indispensable, ce sera un exemple. Tout le monde est infiniment désireux de te voir faire preuve de fermeté... »

Le Tsar quitte le GQG pour se rapprocher de la capitale, mais son train spécial erre sur des voies désertes sans arriver nulle part. Les cheminots lui font de bizarres signaux : voie barrée, danger ! Le général Ivanov, nommé dictateur pour rétablir l'ordre, selon les bonnes vieilles méthodes, arrivé avec quelques troupes à une quarantaine de kilomètres de Petrograd, demande au gouverneur de la ville des renseignements précis sur la situation. Le gouverneur Khabalov lui répond : « Toute la ville... toutes les gares... toute l'artillerie sont au pouvoir des révolutionnaires. Les ministres ont été mis en état d'arrestation. Je ne dispose d'aucune force de police... »

En somme, une situation nette. En cinq jours de manifestations spontanées dans les rues, l'absolutisme est tombé. C'est le passage de la garnison au peuple qui a tranché la question. Or, les soldats ont décidé sans propagande préalable, tout aussi spontanément que les ouvrières qui avaient commencé la grève. Le régime était condamné dans

les esprits. Ainsi, meurt d'une embolie au cœur un homme jouissant en apparence d'une santé florissante. Le Tsar abdique, en faveur de son fils d'abord, de son frère ensuite, qui abdique à son tour en faveur de la Constituante. Des mots, des gestes, sans importance désormais. Les généraux s'empressent de reconnaître, par crainte d'un plus grand mal, le gouvernement provisoire du prince Lvov, constitué par des députés libéraux de la Douma avec l'assentiment du Soviet, c'est-à-dire du Conseil des délégués des usines et des régiments, seul pouvoir réel en ces journées. Le grand-duc Cyrille Vladimirovitch se met un brassard rouge et conduit lui-même les équipages de la garde au Palais de Tauride où s'improvisent ces nouveaux pouvoirs. Les télégrammes de la Tsarine lui reviennent pendant ce temps avec cette courte mention administrative : « Résidence du destinataire inconnu. » L'historien constate que « les employés du télégraphe ne retrouvaient plus le tsar des Russies... »

Les régimes totalitaires d'aujourd'hui paraissent solides. Ils ont de belles façades décoratives, des uniformes resplendissants, des ressources infinies, des adulateurs sans nombre. L'autocratie russe avait tout cela, et depuis des siècles, dans les premiers jours de mars 1917. Une semaine plus tard elle appartenait à un passé irrémédiablement révolu. Parce qu'elle avait, au fond, les masses contre elle. Beau sujet de méditation, en vérité. □

L'ensemble des deux cent deux chroniques écrites par Victor Serge de juin 1936 à mai 1940 pour *La Wallonie* sont reproduites sur le site d'OpenEdition Revues.org à l'adresse : <http://agone.revues.org/index261.html>.
Quatre-vingts treize d'entre elles ont fait l'objet d'une publication en volume sous le titre *Retour à l'Ouest* (Agone, coll. « Mémoires sociales », 2010 : <http://atheles.org/agone/memoiresociales/retouralouest/>).
En 2011, les éditions Agone ont également publié son roman *Les Années sans pardon* (<http://atheles.org/agone/manufacturedeproses/lesanneessanspardon/>) et une version complétée et actualisée de ses *Carnets*, à paraître à la rentrée 2012.

1. Nous reproduisons cet article avec l'aimable autorisation des éditions Agone.

Black-Label et autres poèmes PAR HENRI CLÉMENT

Les trois grands poètes de la négritude sont souvent réduits à deux figures : Césaire et Senghor, Damas étant souvent oublié. La publication de *Black-Label* en format de poche est l'occasion de (re) découvrir cet auteur moins connu. Ses longs poèmes sont autant d'outils venant fouiller la mémoire collective, celle de la

société coloniale comme celle des colonisés, brassant les mots et les images. Un travail déchirant, écartelé entre différentes identités qu'il faut combiner, et parvenir à unifier. Dans son second poème par exemple, bien avant nos débats contemporains, Damas évoque déjà la violence de la traite négrière, ainsi que les

combattants des deux guerres mondiales, chaque passage scandé d'un « T'EN SOUVIENT-IL » frappant par ses majuscules mêmes. On ressent la violence de la société coloniale comme la rage qui bout en lui et qu'il essaie parfois d'éteindre à coups de whisky. Mais les braises continuent de rougeoier. □



Black-Label et autres poèmes, Léon Gontran Damas, Poésie/Gallimard, 2011, 5 euros

Chasseurs de têtes par Jo Nesbø

Les amateurs de Harry Hole, l'inspecteur dégingué au centre des romans de Nesbø, seront déçus : ce nouveau roman ne fait pas partie de cette série. Malgré mon premier mouvement de recul, je me suis vite laissé entraîner dans l'histoire. Le style énergique de Nesbø et son sens du scénario y sont pour beaucoup. On sent également une envie de sortir de l'atmosphère lourde et poisseuse qui entoure Hole et ses enquêtes pour quelque chose de plus « léger ». Tout se passe dans la

haute société, chez les cadres dynamiques : brunchs, salaire à cinq ou six chiffres, verres en cristal, vernissages d'expositions d'art contemporain et dents qui rayent le parquet. C'est le quotidien de Roger Brown, recruteur hors-pair grâce à sa méthode d'évaluation calquée sur les directives du FBI. Malheureusement, son train de vie lui coûte une fortune et, pour boucler ses fins de mois, il a monté une véritable affaire de vol de tableaux. Jusqu'au jour où il s'attaque à la mauvaise personne. Le récit est

rondement mené et les retournements de situation très efficace. L'auteur s'efforce de donner à l'ensemble une tonalité de critique sociale, en mettant en scène « le sommet de la chaîne alimentaire » : « C'était le triomphe du secteur tertiaire sur l'ouvrier industriel, le triomphe du design sur le besoin de logements, le triomphe de la fiction sur la réalité ». Mais il délaisse rapidement cet aspect, au final peu convaincant pour se concentrer sur son intrigue. Parfois, on n'en demande pas plus et cela nous suffit pour

passer un excellent moment. Pour ceux qui ne connaissent pas Nesbø, c'est une bonne introduction. Pour les autres, une pause divertissante avant le prochain Hole. □



Chasseurs de têtes Jo Nesbø, traduit du norvégien par Alex Fouillet, Folio Policier, Gallimard, 2011, 6,80 euros

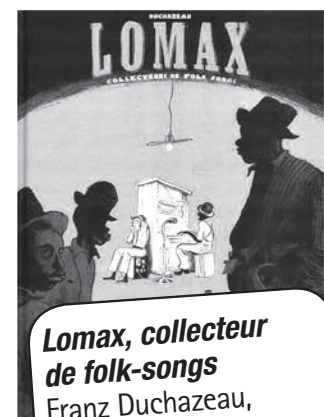
Lomax, collecteur de folk-songs PAR ANTOINE SINDELAR

Alan Lomax est un ethnomusicologue texan connu pour son travail de collecte de musiques populaires (folks) du monde, sur les traces de son père John, pionnier dans l'enregistrement de folks du sud des USA pour la bibliothèque du Congrès. Loin de se cantonner à une œuvre conservatoire poussiéreuse, les Lomax menèrent un véritable travail politique de valorisation de cultures populaires (noire et blanche) méprisées par la culture dominante, un travail démontrant en pleine ségrégation l'influence majeure de la musique noire sur la culture américaine. C'est grâce aux Lomax que l'on doit la découverte de Leadbelly ou

Muddy Waters, le soutien à Pete Seeger et Woody Guthrie. Autant dire que sans eux, pas de Dylan, de Rolling Stones, de Johnny Cash, d'Elvis ou de Springsteen... Alan mena ce travail de collecte jusqu'en 1985, en parallèle d'une carrière de producteur. Proche des milieux syndicalistes et du PC, il partit travailler en Europe pendant le McCarthysme. Frantz Duchazeau nous raconte les premières collectes d'Alan, menées à 18 ans, en 1933, avec son père. La BD rend bien compte de leur attachement visionnaire aux chants de pénitenciers (où l'on croise un certain Leadbelly) ou de travail collectif où la musique rythme l'effort. Au dessin parfois inégal,

la BD vaut pour l'utilisation de beaux clair-obscur charbonneux, représentations du Sud ségrégationniste sillonné par les Lomax : racisme, travail ingrat, les sombres rades pour Noirs où joue un piano bastringue, l'univers presque clandestin de ces citoyens de seconde zone. Et au milieu de cette misère s'élève la musique que la BD (fait rare) parvient à faire vibrer à l'écrit. « L'Histoire n'est pas faite que de rois et de présidents. Nous pensons que les gens qui ramassent le coton ou le maïs ont quelque chose à voir avec l'Histoire... », fait dire Duchazeau à John. Entrecoupé de beaux paysages du Sud ou d'illustrations de certaines chansons, Lomax montre que le

voyage initiatique d'Alan n'avait rien d'un inventaire figé, mais fut bien un engagement antiraciste et social pour une perpétuation vivace des cultures populaires. □



Lomax, collecteur de folk-songs Franz Duchazeau, Dargaud, 19,95 euros

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros **76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros **44 euros**

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros **140 euros**

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

IMPRIM'VERT

LISEZ

**TOUT EST-À-NOUS!
 L'HEBDO**

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste



TOUT!
 est à nous!

n° 142 - 29 mars 2012 - 1,20 €

Dossier
 Forum alternatif mondial de l'eau, comment continuer?
 Pages 6 et 7

www.npa2009.org

Drames de Toulouse et Montauban

**Assez de
 démagogie
 sécuritaire!**

